

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Compétence des Tribunaux Roumains

AU REGARD DES PLAIDEURS ÉTRANGERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 20 Février 1907, à 1 heure

PAR

Paul PAVELEANU

Président : M. André WEISS, professeur
Suffragants { *MM. Armand LAINÉ, professeur*
Geoffre de LAPRADELLE, chargé de Cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Compétence des Tribunaux Roumains

AU REGARD DES PLAIDEURS ÉTRANGERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 20 Février 1907, à 1 heure

PAR

Paul PAVELEANU



Président : M. André WEISS, professeur
Suffragants { *MM. Armand LAINÉ, professeur*
Geouffre de LAPRADELLE, chargé de Cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA

Compétence des Tribunaux Roumains

Au regard des plaideurs étrangers

L'Etranger a droit à la Justice, en
quelque lieu qu'il se trouve...
(A. WEISS. *Traité de Droit Interna-*
tional privé, t. V.)

INTRODUCTION

Montesquieu a dit : « *Il faut éclairer l'histoire par les lois et les lois par l'histoire* » ; c'est une observation dont l'étude qui va suivre justifiera l'exactitude. L'expérience a démontré qu'une solution juridique ne peut vivre que si elle est conforme à la tradition. Méconnaître celle-ci c'est souvent s'exposer à faussement interpréter la loi.

L'incertitude de la jurisprudence roumaine sur certaines questions tient précisément à ce qu'elle n'est pas assez renseignée sur les anciennes institutions du pays. Elle donne des solutions éphémères qui sont à leur tour remplacées par d'autres aussi peu vivaces.

Nous avons cherché dans la mesure du possible à établir l' « historiquement vrai » sur la question qui nous intéresse, pour mieux être à même d'interpréter la législation roumaine actuelle. Nous n'avons pas la prétention, surtout au point de vue historique, d'avoir dit le dernier mot, car l'histoire des Roumains après la colonisation de la Dacie par Trajan (106 ap. J.-C.) jusqu'au xiv^e siècle, ne trouve à s'appuyer que sur peu de documents sérieux. Néanmoins on peut affirmer que le droit romain tient une place très large dans la législation roumaine ; il est la source du droit coutumier dont nous trouvons les traces dans de trop rares documents.

Nous diviserons cette étude en deux parties : dans la première nous verrons la condition de l'étranger au point de vue de la procédure jusqu'à l'époque actuelle ; dans la seconde nous nous proposons d'étudier spécialement la compétence des tribunaux roumains au regard des plaideurs étrangers.

Première Partie

Histoire de la condition juridique des étrangers dans les pays roumains au point de vue de la procédure

CHAPITRE I

Période antérieure à la fondation des principautés roumaines

Malgré le contact des Roumains avec les différents peuples, et même malgré leur soumission à certains d'entre eux, il est prouvé que les institutions barbares de ceux-ci n'ont eu aucune influence sur le droit roumain proprement dit. Au contraire même, les conquérants, au lieu d'imposer leurs lois aux Roumains ont adopté beaucoup de solutions de leurs

coutumes, comme le démontre le savant historien roumain, B. Hasden (1).

Ce n'est point là un phénomène isolé. Les peuples conquérants d'une civilisation moins avancée que leurs vaincus se laissent facilement pénétrer par les institutions et les coutumes de ceux-ci. Or le droit roumain à cette époque n'était autre que le droit romain, dont le degré de perfection laissait bien derrière lui les coutumes et les lois des conquérants. Le droit roumain exerça donc son influence sur les peuples voisins. C'est ainsi qu'en Hongrie, on trouve des institutions qui tirent leur source du droit romain, avec de légères modifications introduites par le droit roumain.

Le droit romain étant la première source du droit roumain, il est indispensable de rappeler ses solutions sur la matière qui nous intéresse.

A Rome, comme dans toutes les cités de l'antiquité, l'étranger, s'il n'était pas considéré comme un ennemi, était cependant privé de tous les droits de l'indigène ; il ne pouvait pas, par conséquent, ester en justice (2). Avec le temps, Rome communiquant de plus en plus avec les peuples voisins, ses relations devenant multiples, il fut nécessaire d'organiser des tribunaux spéciaux pour juger les étrangers.

1. B. P. Hasden. Journal « *Românul*, 1867 ».

2. F. Laurent. *Droit civil international*, 1881, 1^{er} vol. p. 143 et suiv.

Primitivement ces tribunaux n'existant pas, c'était des traités qui réglaient la question des procès où étaient parties (1) des étrangers, ainsi le traité conclu entre les Latins et les Romains qui, entre autres, visait l'hypothèse d'une contestation entre un Romain et un Latin. Dans ce traité il est dit, que ces contestations seront jugées dans un délai plus court que la procédure ordinaire, en dix jours, dans la cité où l'acte a été conclu, et non dans celle du demandeur, comme cela avait lieu d'habitude. Quant à la loi à appliquer, c'était probablement celle de la cité où le procès avait lieu, car les peuples anciens ne concevaient pas que dans une cité on pût appliquer une autre loi que celle de cette cité.

D'autres traités furent conclus entre Rome et Carthage vers 406 avant Jésus-Christ dont parle Polybe (2) ; dans l'un d'eux, il est dit que « si quelques Romains abordent en Sicile, on leur fera bonne justice en tout » ; dans un autre, on voit : il ne « sera pas permis de se faire justice à soi-même ; « celui qui ira à l'encontre de ce principe sera considéré comme ayant commis un crime public ; les « Romains ne pourront pas trafiquer ni construire « de villes dans la Sardaigne ni dans l'Afrique, ils « ne pourront y aller que pour prendre des vivres

1. Girard. *Organisation judiciaire des Romains*, p. 99.

2. Polybe, III, 5.

« ou radoubier leurs vaisseaux ; s'ils y sont portés
« par une tempête, ils ne pourront y rester que cinq
« jours et encore dans cette partie de la Sicile qui
« obéit à Carthage ; un Romain aura pour son com-
« merce et ses actions la même liberté qu'un citoyen
« carthaginois aura à Rome ».

Ces traités une fois conclus, le Sénat, ou le Préteur autorisait une personne, chargée de défendre les intérêts des pérégrins progetés « *fædus patrocinii* ».

Les juges compétents pour les affaires où figuraient des pérégrins étaient les récupérateurs, statuant au nombre de trois ou de cinq membres parmi lesquels un pérégrin. Quant à la procédure, elle était la suivante : Le demandeur somrait le défendeur d'avoir à se présenter devant le magistrat ; celui-ci fixait le jour de la comparution des parties. Si le tribunal ne peut juger l'affaire immédiatement, le défendeur est tenu de verser entre les mains du demandeur une caution, *vadimonium*, garantissant qu'il se présentera devant le magistrat le jour fixé (1).

Ainsi, pendant les cinq premiers siècles de Rome, les pérégrins ne pouvaient pas en personne soutenir un procès, ils ne le pouvaient que par l'entremise d'un citoyen romain. En 246 ans avant Jésus-Christ, fut créé le préteur pérégrin, qui avait précisément pour fonctions de rendre la justice entre

1. P. Girard *Droit romain*.

les pérégrins ou entre pérégrins et citoyens romains ; dès lors, les pérégrins purent ester personnellement en justice (1).

Dans les provinces conquises, il y avait aussi des récupérateurs, choisis d'après les listes dressées par le gouverneur ; la procédure devant ces récupérateurs était différente, quant à la solennité, de celle suivie à Rome.

A la différence du préteur urbain, le préteur pérégrin déléguait, pour les provinces, ses pouvoirs à un magistrat appelé *præfectus jure dicundo*. Quant à la loi qui devait s'appliquer, après la constitution de Caracalla conférant le *jus civitatis* à tous les habitants de l'Empire, les législations particulières disparurent et la loi romaine devint la loi unique et commune à tous les sujets de l'empire (2).

Le principe de la personnalité de la loi ne commence à s'affirmer qu'après les invasions barbares ; cependant, dans un procès entre étrangers, on appliquait la loi du défendeur, *actor sequitur forum rei* ; mais dans un procès entre un barbare et un romain on appliquait la loi romaine. Une dérogation à cette règle a été apportée par le roi Lombard Luitprand ; au regard des formes des actes, on appliquait la règle *locus regit actum*.

1. F. Laurent. *Op. cit.*

2. A. Weiss. *Traité du droit international*. Vol. III.

Le cadre restreint de cette étude ne nous permet pas d'étendre notre question sur la condition de l'étranger au point de vue procédural chez les barbares. Ce qui doit être retenu, c'est qu'à partir du *xiii*^e siècle a pris naissance l'idée que l'étranger doit être jugé par l'un de ses compatriotes, d'où l'institution du consulat que nous voyons pour la première fois dans une Charte de Bruxelles, d'où la juridiction consulaire appliquée aux étrangers de l'empire ottoman par le régime des capitulations.

A cette époque, comment étaient traités les étrangers *dans les pays roumains* ? On sait que l'histoire des Roumains ne commence qu'après la colonisation de la Dacie par Trajan (106 ap. J.-C.) (1). L'organisation de cette province est semblable au type généralement adopté. On trouve en Dacie, des *duoviri jure dicundo*, chargés de la juridiction, comme dans les autres colonies, il y avait les *quattuorviri jure dicundo*. Les diverses inscriptions trouvées en Dacie font mention aussi du préteur pérégrin. Les *duumviri* ou *quattuorviri*, et le préteur pérégrin, jugeaient probablement les litiges entre citoyens roumains et étrangers. Quant au mode d'application de la loi, si le procès avait lieu entre deux étrangers, le juge faisait appliquer leur loi spéciale, mais entre un étranger et un roumain on jugeait d'après l'équité.

1. Xénopol, *Istoria Românilor*.

Quand le procès se déroulait entre deux étrangers, alors il devait être jugé par le gouverneur de la province.

Cet état de choses a duré jusqu'au moment où la Dacie a été abandonnée par Marc-Aurèle, à la suite de l'invasion barbare ; mais une partie des Roumains se sont retirés au delà des monts Karpathes.

Par la suite, comment jugea-t-on les étrangers là où il resta encore des Roumains, c'est-à-dire dans la partie où, plus tard, on a fondé les principautés danubiennes ? Nous n'avons pour ainsi dire aucun document sur ce point, cependant on peut dire qu'à partir de ce moment le droit slave a tenté de pénétrer les mœurs roumaines, cependant sans succès, car les Roumains ont conservé presque intactes les traditions romaines. Les Slaves ont formé, avec les Daco-romains, de petits Etats, d'abord vassaux, dirigés par le *knèze*, sorte de gouverneur ; puis plus tard, après le xiii^e siècle ces petits Etats devinrent indépendants sous le nom de *voïvodes* ; enfin au xiv^e siècle ces voïvodes se sont unifiées sous le nom de principautés roumaines (1).

Comment étaient jugés les étrangers dans ces voïvodes ? D'après les vieux documents il résulta qu'il n'avait pas été institué de juge spécial ; c'était

1. J.-I. Bogdan *Despre Cnezră Români* (Analele Academiei române. S. H, t. XXIV).

le chef de ces différents groupes qui avait compétence, le *knéz*, et plus tard le *voïvod*. Cependant le knèze subsista même après le voïvod ; il a alors les attributions d'un maire. Les plus anciens voïvodes roumains ont été ceux de Lytwoy et Seneslau, l'un sur la rive droite de l'Olt, dans le pays du Severin, et l'autre sur la rive gauche, en Cumanie, il est question de ces voïvodes dans un document du roi Bela IV (de Hongrie, 1247-1250). Le voïvod devait juger, non seulement les litiges entre ses sujets, mais aussi ceux qui s'élevaient entre eux et les étrangers (1). Il y a aussi de nombreux documents qui autorisent les petites associations roumaines de l'époque à se faire juger d'après leurs lois, et même en cas de conflit entre un Roumain et un étranger, c'est la loi roumaine qui prévaudra.

Plus tard on voit dans les principautés roumaines que les étrangers étaient jugés, comme les nationaux, par le *divan princier*, mais en fait c'était toujours le *voïvod* qui jugeait, et le divan n'avait que voix consultative. Dans aucun document on ne parle de l'existence de tribunaux spéciaux pour les étrangers (2).

Ici, il faut se poser une question : l'étranger, le

1. Bogdan. Originea Voivodatului la Români (Analele Academii române. S. II, t. XXVI.

1. V. *Documente privitoare la Istoria Românilor culese* de E. Hurmuzaki annoté par N. Dénusseau, 1890.

Hongrois par exemple, avait-il le droit d'en appeler au roi de Hongrie, car nous savons qu'à cette époque les associations roumaines dirigées par le knèze ou voïvode, étaient sous la suzeraineté de la Hongrie ou de la Pologne. Nous le verrons dans le chapitre II.

CHAPITRE II

Période postérieure à la fondation des principautés jusqu'à la législation actuelle.

Il n'existait donc point de tribunaux spéciaux pour les étrangers dans les pays habités par les Roumains :Aucune distinction n'existait donc sur ce point entre un Roumain et un étranger.

A partir du xii^e siècle les Roumains se constituent en principautés indépendantes, Valachie et Moldavie ; dès ce moment l'histoire relative à notre sujet commence à s'éclairer. En 1460, *Vlad V* surnommé « l'empaleur » régnait en Valachie. Ce prince nous a laissé un traité conclu avec Mahomet II, sultan de Turquie, qui règle, sur plusieurs points, la situation des étrangers à cette époque. Ce traité a été conclu au moment où la suprématie ottomane a été reconnue dans toute l'Europe ; il faut bien retenir ce point.

Ce traité très intéressant au point de vue de l'his

toire de la condition des étrangers en Roumanie décidait (1) :

ARTICLE PREMIER. — Les Turcs n'auront aucune ingérence dans les affaires du pays ; ils ne pourront posséder aucun immeuble ni séjourner dans le pays ; un seul envoyé impérial pourra y entrer avec l'assentiment préalable du prince. Cet envoyé, se rendant du Danube à Tergovist, sera accompagné par un officier du prince et, recevant le tribut, il retournera avec une garde princière à Giurgewo, où l'on comptera de nouveau la somme remise de dix mille ducats de notre monnaie impériale, et où l'administrateur local donnera quittance. De Giurgewo, il passera à Rouschouk et là on lui délivrera encore une quittance afin que le pays ne soit plus responsable s'il arrivait quelque accident faisant disparaître l'argent en route.

ART. II. — La nation valaque continuera à jouir du libre exercice de ses propres lois et aura le droit de faire la guerre avec ses voisins ou de conclure des alliances avec eux, les princes auront le droit de vie et de mort sur leurs sujets.

ART. III. — Tous les chrétiens qui, après avoir embrassé la religion musulmane, se rendront en Valachie et reviendront à la religion chrétienne, ne pourront être ni réclamés, ni molestés.

ART. IV. — Les sujets valaques qui auraient occasion d'aller en Turquie pour leurs affaires ne seront pas forcés de payer le

1. D'après : *Actes et documents relatifs à l'Histoire de la Régénération de la Roumanie*, publiés par D. Sturdza et C. Colescu Vartic.

Kharatch (contribution personnelle) ; ils ne pourront être molestés pour leur habillement.

ART. V. — Les princes seront élus par l'archevêque, les évêques et les boyards.

ART. VI. — *Si quelque Turc a un procès avec un sujet de ce pays, sa cause sera entendue et jugée par le Divan valaque, conformément aux lois locales et la sentence sera exécutoire.*

ART. VII. — Les marchands turcs venant pour leur commerce doivent immédiatement faire connaître au gouvernement local l'endroit d'où ils viennent ; ils devront acheter ou vendre la marchandise en gros dans les villes, et sortiront aussitôt du pays, n'ayant pas la faculté de séjourner dans le pays pour acheter ou vendre dans différents endroits.

ART. VIII. — Aucun Ottoman ne peut emmener avec lui un domestique natif de Valachie de quelque sexe qu'il soit ; les Musulmans ne pourront avoir de local séparé pour leur prière.

ART. IX. — La Sublime Porte ne délivrera pas de firman à la requête d'un sujet valaque, ni à Constantinople, ni ailleurs, et elle n'enlèvera personne du pays pour le conduire dans les possessions ottomanes.

L'article 6 qui touche directement à notre question décide donc que, dans un litige entre un Turc et un Roumain, c'était *le Divan* qui avait compétence ; de même pour n'importe quel étranger qui aura un procès avec un Roumain, le Divan sera compétent.

Mais un point douteux se présente : que décider en cas de procès entre deux Turcs, ou l'un des deux

résidant en Turquie ? Alors, il semble que le Divan ne soit plus compétent, étant donné la suprématie acquise par les Turcs à cette époque.

Autre point tout aussi douteux : Est-ce la même compétence, suivant que le musulman est défendeur ou demandeur ? On a soutenu que l'article 6 ne fait aucune distinction et que le Divan est également compétent dans les deux cas. Mais, à notre avis, ce n'est pas la véritable interprétation du texte, car d'après l'article 6 il résulte que le Valaque est défendeur. « *Si quelque Turc a un procès avec un sujet de ce pays* » et un peu plus loin « *il sera jugé d'après les lois locales.* »

Il en était de même à Rome : pour un procès intenté contre un Sicilien en Sicile, on appliquait la loi sicilienne. Au point de vue de la compétence, il est dit dans l'article 6 que ce sera le *Divan valaque* qui l'aura, c'est-à-dire le Divan présidé par le prince assisté des boyards du pays.

« *La sentence rendue sera exécutoire* », voit-on à la fin de l'article VI. Il y a eu controverse sur le véritable sens de ces mots. Toute sentence sera exécutoire ; mais en sera-t-il de même en pays étranger, c'est-à-dire en Turquie ? Au point de vue théorique, oui ; la sentence sera exécutoire même en Turquie ; mais, en pratique, ce principe était-il appliqué ? étant donné la puissance de la Turquie à cette époque, c'est très douteux.

En somme, avec le traité de 1460, nous constatons les principes suivants qui ont eu force de loi :

- 1° Les Turcs ont le *droit d'appeler en justice un Roumain* dans les pays roumains mêmes ;
- 2° Le *tribunal compétent est le Divan valaque*.
- 3° La *loi appliquée était la loi roumaine* ;
- 4° Les *sentences deviennent exécutoires par elles-mêmes*.

Parmi les autres documents sur ce même sujet, nous pouvons citer une lettre de Néagou, palatin de Radou-Negrou, prince de Valachie. Néagou écrit à la municipalité de Sibiou pour faire exécuter un jugement qu'il avait rendu dans un procès entre étrangers, Italiens et Grecs. D'après ce document, les tribunaux locaux avaient le droit de juger, non seulement les procès entre les habitants et les étrangers, mais aussi ceux qui se déroulaient entre étrangers (1).

Un autre document relatif non aux principautés roumaines, mais à la Transylvanie, pays habité par des Roumains, et particulièrement à la région du Fagarache qui, longtemps, forma corps avec les principautés est une décision rendue par la Diète de Transylvanie en 1566, consacrant et confirmant définitivement les lois et les anciennes coutumes du pays de Fagarache. Il y est dit qu'en ce qui concerne les

1. *Archiya istorică română*, 1865, Bucuresci.

relations de droit qui pourront prendre naissance entre les habitants du pays et les étrangers, les procès seront jugés par les rois de Transylvanie ou de Hongrie. Ainsi, dans un litige entre sujets du Fagarache, les magistrats locaux seront compétents; au contraire, entre un indigène et un étranger, le roi de Hongrie ou celui de Transylvanie sera compétent; cette prérogative du roi a été très critiquée (1).

Telle est la situation en Valachie ; voyons maintenant en Moldavie. Nous avons encore plusieurs documents intéressants sur le point de savoir comment les étrangers étaient jugés dans ce pays. Différents traités établissent le mode de jugement des étrangers, surtout en matière pénale, car les infractions de ce genre étaient beaucoup plus nombreuses.

Dans un traité entre *Etienne le Grand*, prince de Moldavie, et *Cazimir*, roi de Pologne (1459), était prévu l'établissement d'un tribunal international formé du roi de Pologne ou de son délégué et du prince de Moldavie. Ce tribunal était compétent pour les procès entre les habitants de ces deux pays ; si un Polonais était défendeur, le demandeur devait s'adresser au roi de Pologne, si un Moldave était défendeur, c'était au roi de Moldavie qu'on devait s'adresser.

1. *Archiva istorica româna*, 1865, Bucuresci.

Un autre traité fut conclu également entre *Etienne le Grand* et *Jean Albert*, roi de Pologne (1499), traité donnant aux tribunaux roumains compétence pour juger les faits commis par leurs nationaux, de même que les tribunaux polonais étaient compétents pour les faits commis par les Polonais. Ainsi, si un Moldave était dévalisé par un sujet polonais, c'était le capitain de Camenitze, ville de Pologne, qui était compétent ; si, au contraire, un Polonais était dépouillé par un Moldave, la plainte devait être adressée au capitain roumain de Czérnowitz (1).

Il y a une remarque à faire en ce qui concerne la Turquie : les traités moldaves ne parlent pas de la façon dont seront jugés les sujets des deux pays. On a conclu avec raison qu'on devait appliquer les traités valaques dont nous venons de parler, par exemple le traité de Vlad II l'Empaleur.

Quant à la situation de la Turquie, à cette époque, vis-à-vis de la Moldavie, nous avons le traité de *Bogdan*, prince Moldave, avec *Selim I*, sultan en 1511, dont voici les articles 1 et 4 :

Article 1^{er}. — La Porte reconnaît la Moldavie comme un pays libre et non conquis.

Article IV. — La Moldavie sera régie et gouvernée par ses propres lois, sans aucune ingérence de la part de la Porte.

1. Actes et documents de la Roumanie, *op. cit.*

Il résulte de là que la Moldavie ne pouvait pas être dans une situation inférieure à celle de la Valachie.

En ce qui concerne la Pologne, nous connaissons de nombreux traités qui règlent la compétence des procès entre étrangers. En outre de ceux énoncés plus haut, nous avons les traités : de Pierre Rares, prince Moldave, et *Sigismund I*, roi de Pologne (1527) ; d'*Etienne le Grand* et *Sigismund I* (1539) ; de *Tomcha* et *Sigismund I* (1613).

Sans entrer dans la discussion de chacun de ces textes, on peut dire qu'ils apportent le plus grand soin à réprimer les infractions commises par un sujet de l'un ou l'autre pays. Une particularité doit être signalée quant à l'exécution du jugement ; quand l'étranger condamné était insolvable, il était impossible d'exécuter la sentence contre ses biens ; de même quand il était absent, on ne pouvait l'appréhender, alors on avait recours à un moyen barbare : on confisquait les biens d'un compatriote quelconque du condamné. Si un Polonais était condamné, mais absent, on confisquait les biens d'un autre Polonais présent et ayant des biens.

Mais en pratique, ce moyen était très peu usité : les chefs des deux pays, Moldavie et Pologne, convenaient souvent que le jugement serait exécuté dans le pays où le défendeur s'était réfugié.

Il y a même un document de 1665 où il est dit

qu'un sujet moldave peut poursuivre en Pologne, par représentation ou personnellement, un Polonais qui lui a causé un préjudice, et faire vendre ses biens sis en Pologne.

Quant aux relations d'autres pays avec la Moldavie, nous ne connaissons pas de traités spéciaux réglant la compétence des tribunaux locaux à l'égard de leurs nationaux. Il est certain que les juges locaux de Moldavie étaient compétents, car nous avons vu la même règle pour les sujets ottomans.

De ce qui vient d'être dit des relations entre les principautés et la Turquie résulte clairement que les sujets tures étaient jugés par les juges roumains et notamment par le *Divan* princier. Cette règle, nous en retrouvons mention dans une charte de 1774 envoyée par les *boyards* à la Porte. A la suite du traité de Kouchouk-Kaïnardgi (1), il semblait que le principe avait été changé par le Sultan ; par un hattichérif, il décida qu'en cas de conflit entre un Turc et un Roumain, dans les pays roumains, le Divan sera compétent, mais assisté par une personne appelée *divan effendi*, son représentant, chargé de concilier les parties ; si celui-ci ne réussit pas dans sa tâche conciliatrice, alors ce ne sera pas le Divan princier qui sera compétent, mais le Cadiou de Giurgewo pour les procès se déroulant en

1. Voir : Uricarul. T. VI, p. 422.

Valachie, et le Cadiou de Braïla pour ceux se passant en Moldavie, tous deux représentants du Sultan. Le divan roumain était encore compétent dans les procès où le demandeur était Musulman et le défendeur Roumain (1).

Après ce hattichérif (décret) du Sultan, la Russie, en 1780, demanda à la Turquie le droit d'avoir des consuls pour juger ses sujets, non seulement en Turquie, mais aussi dans les pays roumains et notamment à Iassy et à Bucarest. La Porte refusa d'abord et avec raison, car jusqu'alors il n'y avait pas eu, dans les pays roumains de juridiction consulaire ; la Turquie prétendit aussi que si elle accordait ce droit à la Russie, cela pourrait donner lieu à une révolution dans les principautés. Cependant, l'ambassadeur français appuyant cette demande de la Russie, la Turquie céda et autorisa les Russes à établir une juridiction consulaire en Roumanie. C'est en 1870 que nous voyons pour la première fois en Roumanie, un consul ayant des attributions judiciaires (2).

Pourquoi l'ambassadeur français a-t-il appuyé la demande de la Russie ? C'est qu'à ce moment-là les pays roumains étaient sous la domination phanariote ; tous les étrangers étaient à la merci du peu-

1. Actes et documents, etc., *op. cit.*

2. M. Mitileneu : *Juridictionea consularia in România.*

ple dominateur, de même que les Roumains : si la Russie obtenait satisfaction, les autres pays pourraient alors aussi avoir des consuls pour protéger leurs nationaux, car ce qu'on accorderait à la Russie serait également accordé à la France et aux autres gouvernements. L'exemple de la Russie a été imité, en 1783, par l'Autriche, par la France sous la première République, par l'Angleterre en 1802, par la Prusse en 1818.

Un auteur français (1) nous montre le danger auquel étaient exposés les étrangers dans les pays roumains. A l'origine, les consulats avaient pour but de protéger les nationaux dans leurs relations commerciales, comme aujourd'hui, mais en Roumanie, une fois le consul établi, commença à fonctionner une juridiction consulaire, comme les tribunaux spéciaux en Turquie. Or en Roumanie jamais pareil système n'avait fonctionné jusque-là. Il donna lieu à beaucoup d'abus et souleva des critiques nombreuses.

Outre ces considérations, la juridiction consulaire était contraire à la tradition et aux lois roumaines. Le Code Calimaque de 1817, article. 46, décide que, pour la Moldavie, les étrangers seraient jugés par la même juridiction que les indigènes, par les tribu-

1. Peyssonnel : *Sur le Commerce de la Mer Noire*. Paris, 177, t. II, p. 205 et 208.

naux locaux ; de même, en Valachie, le Code Caradja (1818). A la suite du traité d'Andrinople (1825) signé entre la Russie et la Turquie, les principautés roumaines passèrent sous le protectorat de la Russie, tout en restant sous la suzeraineté nominale de l'empire ottoman. Après ce traité, on avait donné pouvoir à la Russie de rédiger un règlement sur l'organisation des deux pays roumains ; ce règlement appelé « Règlement organique » fut mis en vigueur en 1831 pour la Valachie, et en 1832 pour la Moldavie. C'était le premier pas vers l'unification législative de la Roumanie car ce règlement a tenu lieu de loi jusqu'à l'époque actuelle. Nous voyons dans ce règlement, articles 239 et 297 :

« Tous les habitants de la principauté sont soumis à la juridiction des tribunaux établis. De même pour tous les étrangers dans leurs procès avec les indigènes, sous quelque protectorat qu'ils se trouvent. »

On a donc fait rentrer dans la compétence du juge roumain les litiges entre indigènes et étrangers ; il n'y a là que la consécration d'une vieille tradition du pays, comme cela s'est produit souvent dans d'autres régions.

Cependant, quand l'étranger est défendeur, il peut décliner la compétence du juge roumain et demander à être jugé par son consul ; mais ce déclinatoire de compétence ne pouvait être invoqué que « *in*

limine litis » : si le défendeur ne paraissait pas à l'instance, il perdait ce droit (1).

Les privilèges accordés aux étrangers engendrèrent beaucoup d'abus. Ainsi, il était d'usage pour les indigènes de prendre comme mandataires des étrangers ; si ces mandataires ne rendaient pas leurs comptes au mandant et que celui-ci les appelât devant le juge, alors l'étranger mandataire déclinait la compétence des tribunaux. Une circulaire du ministre de la Justice vint bientôt interdire aux étrangers d'être mandataires, notamment comme administrateurs de biens fonciers ; de même pour les supérieurs des couvents qui étaient Grecs et qui administraient les biens de leur couvent. Quand l'étranger était jugé par les tribunaux roumains, il était assisté d'un de ses compatriotes, appelé « dragoman ».

On avait même prétendu, pour les affaires pénales, que les étrangers devaient être jugés par leurs consuls. Cependant, on trouve des dispositions antérieures montrant que toujours les infractions commises par les étrangers avaient été jugées d'après la loi roumaine. Mais cette incertitude, cette façon de voir, ne provient pas seulement du système de juridiction consulaire qui existe à cette époque. Beaucoup de protestations, s'étaient donc fait jour.

1. *Règlement organique de la principauté de Moldavie* (édition française, New-York).

La proclamation de 1848 prévoit, dans l'article 1, que les puissances étrangères ne devraient pas s'immiscer dans les affaires des principautés. Cette question fut discutée avec soin par le Divan *ad hoc* le 22 sept. 1857, pour la Valachie et la Moldavie.

On démontra que si cette juridiction peut s'expliquer en Turquie où les coutumes et les lois sont tout à fait différentes de celles des autres Etats de l'Europe, il n'en était pas ainsi pour les pays roumains, où la tradition et les lois sont presque les mêmes que dans les autres pays d'Europe. On décida que la question serait soumise à une commission internationale, réunie à Bukarest, pour la suppression de cette juridiction exceptionnelle.

Le représentant de la Turquie acceptait cette suppression, à condition qu'elle eût lieu pour toute la Turquie. Il avait perdu de vue, en faisant cette déclaration, que les principautés ne font pas partie de l'empire ottoman, et qu'en outre leur situation est tout à fait autre que celle de la Turquie ; les principautés devaient conserver leur autonomie, c'était conforme aux capitulations.

Les délégués des puissances étaient tous pour la suppression, sauf celui de l'Autriche ; cependant, après le Congrès de Paris (1858) on n'avait encore pas résolu la question ; toutefois ce Congrès reconnut (art. II) les privilèges et les immunités « *ab antiquo* » des Roumains, comme fondement des relations

des principautés avec la Turquie et les autres puissances.

Peu à peu les puissances européennes se sont rendu compte que les tribunaux indigènes étaient dignes de toute confiance et, qu'au lieu d'être utile, la juridiction consulaire était un motif de querelles entre les autorités locales et étrangères.

Le traité de Berlin, dans son article 49, supprime donc cette juridiction : « Des conventions pourront
« être conclues par les Roumains pour régler les
« privilèges et attributions des consuls en matière
« de protection dans la principauté. Les droits
« acquis resteront en vigueur tant qu'ils n'auront
« pas été modifiés d'un commun accord entre la prin-
« cipauté et les parties intéressées (1). »

Il s'agit de la garantie du droit acquis ; or, le droit à la juridiction consulaire ne peut pas compter comme droit acquis, car, nous l'avons vu, cette juridiction était contraire aux lois et coutumes du pays ; en outre, différents traités prouvent bien que les principautés ont toujours été considérées comme autonomes. Toutefois, on a prétendu que, même après le traité de Berlin, la juridiction consulaire devait encore exister, mais cette prétention échoua complètement : la juridiction consulaire disparut quelques années après, en fait et en droit.

1. De Clercq XII, p. 333.

Autre remarque : avant le traité de Berlin, une convention fut conclue entre la Roumanie et la Russie, le 22 novembre 1869 : les tribunaux indigènes devaient juger tous les procès qu'on leur présentait. Malheureusement, cette convention est restée lettre morte.

Les conventions qui sont aujourd'hui en vigueur en Roumanie, et dans lesquelles est écartée presque entièrement la juridiction consulaire, sont : celle signée avec l'Angleterre (4 fév. 1881) ; avec l'Italie (4 juillet 1881) ; avec la Belgique et les Etats-Unis (17 juillet 1881). Nous retrouverons ces conventions dans la seconde partie de notre étude.

Deuxième Partie

**De la compétence des tribunaux Roumains
au regard des plaideurs étrangers d'après
la législation actuelle.**

Après le rapide historique sur la compétence des tribunaux roumains à l'égard des étrangers, abordons l'examen de la législation actuelle sur la question. Les principes qui régissent notre matière sont formulés par le Code civil roumain de 1865 encore en vigueur actuellement, et le Code de procédure civile de 1865 révisé en 1900.

Malgré toute l'importance que présente cette question de compétence vis-à-vis des étrangers, le Code civil roumain (calqué ici comme sur beaucoup d'autres points sur le Code Napoléon de 1804) ne lui consacre que trois articles, abstraction faite de l'article 2 qui

règle le sort des immeubles situés en Roumanie, et les soumet aux lois roumaines, les articles 13, 14, 15 ; ce dernier article a été abrogé en 1900 par la suppression de la *cautio judicatum solvi*.

Le Code de procédure civile de 1900 a donné pleine compétence aux tribunaux roumains au regard des étrangers ; auparavant un point faisait doute : étaient-ils compétents pour connaître des contestations entre deux plaideurs étrangers ? Le silence du Code civil sur la question faisait naître des difficultés, celles-ci n'ont pas encore entièrement disparu. Nous verrons en effet que par suite des travaux préparatoires du Code civil on peut encore se demander si dans cette hypothèse les tribunaux roumains ont une compétence obligatoire ou facultative.

Conformément au plan habituellement suivi et qui se calque sur la diversité de situations qui peuvent se présenter, nous diviserons cette partie de notre étude en trois chapitres :

Chapitre I. — *Roumain demandeur contre étranger défendeur.*

Chapitre II. — *Roumain défendeur contre étranger demandeur.*

Chapitre III. — *Étranger demandeur contre étranger défendeur.*

CHAPITRE I

Roumain contre Etranger

En pareil cas si l'action intentée par le Roumain est *réelle immobilière* et que l'immeuble soit situé en Roumanie, aucune difficulté : les tribunaux roumains seront compétents.

En effet, l'article 2 du Code civil roumain (analogue à l'art. 3 du Code civil français) dit : « *Les immeubles même possédés par des étrangers sont régis par la loi roumaine.* » C'est la règle *locus rei sitæ* consacrée par la pratique et la législation française adoptée en 1865 par le législateur roumain.

En effet, si on soumettait le territoire roumain à la juridiction de tribunaux étrangers, ce serait une atteinte à l'indépendance et à la souveraineté nationale. Cette solution d'ailleurs est parfaitement logique car les lois concernant la propriété appartiennent de l'avis de tous au domaine des lois d'ordre

public (1). Toutes les questions concernant l'organisation de la propriété et des droits réels, la réglementation de leur exercice seront donc tranchées par la loi roumaine, car tout cet ensemble de règles vise directement l'intérêt public en contribuant à maintenir un certain ordre dans le régime de la propriété.

Mais si l'immeuble est situé à l'étranger ? Alors les tribunaux roumains ne seront plus compétents même si l'immeuble appartient à un Roumain, et cela en vertu de ce même article 2 du Code civil roumain, par *a contrario*.

Supposons maintenant que l'action soit *personnelle* ou *réelle mobilière*, ou relative à une *question d'état* : C'est l'hypothèse prévue par l'article 13 du Code civil roumain (analogue à l'art. 14 du C. civ. français). Cet article a soulevé de nombreuses critiques, car il consacre une dérogation à la règle *actor sequitur forum rei*.

La loi établit la règle que « *l'étranger, même ne résidant pas en Roumanie, pourra être traduit devant les tribunaux roumains pour l'exécution des obligations par lui contractées en Roumanie ou à l'étranger avec un Roumain* (art. 13). » Il a été adopté pour des raisons qui, aujourd'hui, ne peuvent plus s'expliquer : la loi, a-t-on dit, doit toujours être

1. Pillet. *Principes de droit international privé*, p. 386.
Weiss. *Traité élémentaire*, p. 280.

favorable aux nationaux, mais on ne peut pas concevoir comment cet article 13 est favorable aux Roumains, car il donnera lieu à des mesures de réciprocité de la part des Etats à l'égard des Roumains. On a dit aussi que cette règle repose sur la confiance relative qu'un Roumain a envers les magistrats étrangers, mais ce motif n'est pas sérieux, car, aujourd'hui, la magistrature a, dans tous les pays, un prestige incomparable grâce à son développement moral.

La règle *actor sequitur forum rei* est une des plus anciennes du droit : c'est la plus ancienne règle de compétence connue et elle correspond à une idée de justice tout à fait élémentaire. Il est équitable que celui que l'on prétend assujettir à l'exécution d'une obligation qu'il conteste bénéficie de la protection de sa justice nationale, il n'est pas injuste que ce soit au créancier à se déplacer pour l'assigner devant celle-ci.

La disposition qui déroge à cette règle fondamentale s'inspire d'un esprit de défiance exagéré à l'égard des juges étrangers et du désir de donner au national une situation privilégiée qui, en réalité, se retourne souvent contre lui.

On invoque un autre argument : l'étranger qui contracte avec un Roumain accepte implicitement l'article 13; il est également faux ; comment prouver cette acceptation ?

La première condition pour qu'un engagement soit valable n'est-ce pas qu'aucun doute ne plane sur son existence ? Or comment soutenir que dans notre hypothèse l'étranger qui traite avec un Roumain a entendu renoncer à sa juridiction naturelle ? Si telle avait été son intention il n'aurait certes pas manqué de le dire ou de le laisser comprendre en faisant élection de domicile en Roumanie.

En somme, il n'y a aucune raison plausible en faveur de cette règle, peut-être se justifiait-elle avant la rédaction du Code civil français (1) ? En tout cas elle a cessé d'avoir aucune utilité pratique.

Au point de vue économique même cette règle est nuisible au pays qui l'adopte. Les étrangers, notamment les sociétés, hésiteront à acquérir des biens dans un pays où ceux-ci pourront servir de gage à des jugements rendus contrairement aux lois les plus élémentaires de la compétence. Au point de vue particulier de notre pays, à nous autres Roumains, cette conséquence peut être très fâcheuse car nous avons évidemment intérêt à attirer chez nous les capacités et les capitaux étrangers pour développer notre industrie.

Au point de vue des rapports des nations entre elles, la règle consacrée par notre texte est donc

1. V. Weiss, *Traité théorique et pratique du Droit International privé*. t. V, p. 57.

entièrement mauvaise et contraire aux devoirs nationaux (1). Pour que l'administration de la justice statue régulièrement dans les rapports internationaux, il faut qu'une certaine correspondance soit établie entre les lois des différents pays, il faut qu'aucune injustice notable ne soit commise au détriment de personne. « Il faut en particulier que les grandes règles attributives de juridiction soient admises au profit des étrangers comme elles le sont au profit des nationaux. Une longue expérience a prouvé la sagesse de ces règles et leur nécessité ; elles représentent véritablement la justice et il y aurait iniquité notoire à s'en écarter sans raison tout à fait décisive (1). »

En France un projet de 1883 (2) a voulu abroger l'article 14 du Code civil français, cependant sans succès. Ce projet laissait subsister l'article 14 dans trois cas : 1° Quand l'étranger n'a ni son domicile ni sa résidence en France ; 2° Quand les tribunaux étrangers ne seront pas compétents pour juger les procès entre Français et étrangers ; 3° Quand, d'après la loi de l'étranger, les tribunaux du pays de celui-ci permettent à l'étranger de citer le Français devant eux (3).

1. Pillet, *op. cit.*, p. 231.

2. *J. off.* 1^{er} mai 1890.

3. Glasson. *Revue générale de Droit et Science politique de Bucarest*, 1886, p. 208.

En Belgique, dont le Code civil a été aussi copié sur le Code civil français, l'article analogue à l'article 14 (art. 13 C. civ. roumain) a été abrogé par la loi du 25 mars 1876 (1).

De même le Code italien n'a pas reproduit l'article 14 ; car personne ne peut être soustrait à ses juges naturels.

Nous diviserons l'étude de notre article 13 en cinq sections :

- I. — Qui peut invoquer l'article 13 ;
- II. — A qui peut-il être opposé ;
- III. — A quelles contestations s'applique-t-il ;
- IV. — Quels sont ses effets ;
- V. — Est-il d'ordre public ?

SECTION I

Qui peut invoquer l'article 13 ?

L'article 13 du Code civil roumain a reproduit l'article 14 du Code civil français, mais, à la différence du Code français, le Code roumain ne traite pas distributivement l'obligation contractée en Roumanie et celle contractée à l'étranger ; la rédaction du Code

1. De Paepe. *Etude sur la compétence civile à l'égard des étrangers.*

roumain semble donc plus claire, car les deux phrases de l'article 14 du Code civil français pourraient très bien s'exprimer dans une seule; il n'y a pas non plus dans le Code roumain la différence qui existe dans le Code français entre *citer* et *traduire* (1).

Par conséquent, chaque fois qu'un Roumain est devenu créancier d'un étranger, les tribunaux roumains seront compétents pour connaître le différend sans que l'on ait à distinguer si la créance invoquée par le Roumain appartenait auparavant à un étranger ou à un national, il suffit qu'elle soit exigible ou qu'elle appartienne au Roumain pour le moment (2).

Il n'est pas nécessaire que le demandeur ait eu la qualité de Roumain au moment de la formation de la créance, il suffit qu'il l'ait au moment du procès.

La Cour de cassation roumaine a admis que l'article 13 du Code civil roumain peut être invoqué aussi par les *juifs indigents* (ceux qui sont nés en Roumanie et ne sont soumis à aucune protection

1. Weiss, *op. cit.*, t. V.

2. Parce qu'il s'agit d'une règle de procédure relative à la compétence, or nous savons que le principe de non-rétroactivité ne s'applique pas aux règles de procédure.

Cf. Félix Demangeat I, 176, p. 363. — Zahariæ (éd. Massé-Vergé), I, § 62, p. 84 et Massé. *Dr. comm.*, I, 682. C. Paris D. P. 48. 2. 49.

d'une puissance étrangère) (1). Cette solution nous semble tout à fait conforme à l'esprit du Code civil roumain, car son article 13 peut être invoqué même par l'étranger résidant en Roumanie, comme nous le verrons plus loin (2). En l'espèce il s'agit d'un droit civil, celui de recourir à la justice du pays ; or l'article 11 du Code civil roumain dit : « *Les étrangers jouiront en Roumanie des mêmes droits civils que ceux dont jouissent les Roumains, sauf les cas où la loi décide autrement* », et l'article 54 du Code de procédure civile roumain déclare compétents les tribunaux roumains dans tous les cas, soit qu'une des parties est roumaine ou étrangère.

La jurisprudence roumaine admet que les tribunaux roumains seront compétents, si le demandeur n'a pas renoncé à l'article 13, non seulement pour les actions personnelles relatives aux intérêts pécuniaires, mais aussi pour celles relatives à l'état des personnes, par exemple une action en annulation de mariage, en divorce, interdiction, etc. Le but de l'article 13 était de soustraire les nationaux à la justice étrangère, peu important les intérêts en présence (3).

1. Cass. roum. *Curierul Judiciar*, 1902, n° 52. *Dreptul*, 1902, n° 52, p. 419.

2. D. Alexandresco. *Dreptul civil Român*, t. I, 2^e éd., p. 457 et 364.

3. *Dreptul*, 1904, n° 28. — Weiss, *op. cit.*, t. V, p. 207.

SECTION II

A quelles personnes l'article 13 peut-il être opposé ?

Quand l'action est intentée par un Roumain contre un étranger on ne fait aucune distinction entre les personnes morales et les personnes physiques (1). Cependant certaines difficultés surgissent quand cet étranger est un Etat un et souverain, ou ses représentants. Puis l'article 13 peut être écarté par des conventions internationales. Jetons un coup d'œil sur les hypothèses qui peuvent se présenter.

Action intentée contre un Etat étranger

Lorsque l'action est intentée *contre un Etat étranger* qui a contracté avec un Roumain, trois systèmes sont en présence :

1° L'Etat étranger ne peut pas être considéré comme un simple particulier et, par conséquent, il n'est pas visé par l'article 13 du Code civil roumain. Si le contraire avait lieu, ce serait une atteinte au

— Demolombe, I, 250. — Aubry et Rau, VIII, § 748 *bis*, p. 137. — J. Clunet, 1878, p. 334 et 1900, p. 955.

1. *Dreptul*, 1881, n° 6. — Weiss, *op. cit.*, t. V, p. 78

principe de souveraineté et d'indépendance d'un pays (1). Ce système ne semble pas fondé, car l'Etat, comme les particuliers, peut très bien avoir son domaine privé et, par conséquent, prendre à son égard des engagements comme en peuvent prendre les particuliers (2).

2° Un autre système absolument opposé donne pleins pouvoirs aux tribunaux roumains, sans aucune distinction, que l'Etat ait fait un acte en qualité de simple particulier ou non (3). Dans ce système on prétend que l'Etat, par le seul fait de son contrat, se met dans la situation d'un simple particulier. Cependant, ce système semble exagéré, car soumettre à la juridiction des tribunaux nationaux un Etat étranger, sans aucune distinction suivant la nature de l'acte passé par cet Etat, c'est une véritable atteinte portée à l'indépendance de cet Etat.

3° Un troisième système, plus juridique, le plus raisonnable, à notre avis, prend une position intermédiaire. Il consiste à tenir compte de la nature de l'acte fait par l'Etat. Si l'acte est un acte d'autorité, de gouvernement, une mesure de police, par exem-

1. Cour cass. fran., 22 janvier 1849. S. 1. 81; D. P. 1849. 1. 9. — Cour Cass. autrichienne. — J. Clunet, 1883, p. 67 et 68.

2. Demangeat sur Fœlix, I, p. 418. — Legat. *Codes des Etrangers*, 306.

3. V. Weiss, *op. cit.*, p. 104 et 105.

ple, alors les tribunaux roumains ne sont pas compétents. Au contraire, si l'Etat s'est obligé comme un simple particulier, comme une personne morale de droit privé, alors les tribunaux roumains seront compétents, en vertu de l'article 13. C'est le système pratiqué aujourd'hui en Roumanie (1).

1. D. Alexandresco. *Dr. civ.*, t. I., 2^e éd., 1906, p. 358. — *Dreptul*, 1894, n^o 31.

1^o Le projet de règlement international sur la compétence des tribunaux dans les procès contre les Etats souverains ou chefs d'Etats étrangers adopté par l'Institut de droit international dans sa session de Hambourg, le 11 septembre 1891, contient les dispositions suivantes :

ART. 2 § 1^{er}. — Les seules actions recevables contre un Etat étranger sont :

1^o Les actions réelles y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose immeuble ou meuble, qui se trouve sur le territoire ;

2^o Les actions fondées sur la qualité de l'Etat étranger comme héritier ou légataire d'un ressortissant du territoire ou comme ayant droit à une succession ouverte sur le territoire ;

3^o Les actions qui se rapportent à un établissement commercial ou industriel ou à un chemin de fer exploité par l'Etat étranger dans le territoire ;

4^o Les actions pour lesquelles l'Etat étranger a expressément reconnu la compétence du tribunal. L'Etat étranger, qui lui-même forme une demande devant un tribunal, est réputé avoir reconnu la compétence du tribunal, quant à la condamnation aux frais du procès et quant à une reconvention résultant de la même affaire que celle qui est le sujet de la demande ; de même l'Etat étranger qui, en répondant à une

*Action intentée contre un Souverain ou
Agent diplomatique étranger*

Pour les *souverains* il faut avant tout exclure l'idée d'*exterritorialité*, car, ainsi que nous le verrons pour les agents diplomatiques, ce n'est pas à cause de cette fiction qu'ils peuvent être dispensés d'être cités devant un tribunal étranger. Il faut rechercher à leur égard en quelle qualité ils ont fait l'acte (1) : s'ils

action portée contre lui, n'excipe pas de l'incompétence du tribunal, sera réputé en avoir reconnu la compétence ;

5° Les actions fondées sur des contrats conclus par l'Etat étranger dans le territoire, si l'exécution complète dans ce même territoire en peut être demandée d'après une clause expresse ou d'après la nature même de l'action ;

6° Les actions en dommages-intérêts nées d'un quasi-délit, qui a eu lieu sur le territoire.

§ 2. — Ne sont point recevables les actions formées pour des actes de souveraineté, y compris les actions résultant d'un contrat du demandeur comme fonctionnaire de l'Etat ni les actions concernant les dettes de l'Etat étranger contractées par souscription publique.

ART. 3 § 1^{er}. — Les actions formées contre des souverains ou chefs d'Etat étrangers sont soumises aux règles de l'article 2 précédent.

§ 2. — Toutefois, les actions qui résultent d'obligations contractées avant l'avènement du souverain ou la nomination du chef d'Etat sont régies par les règles ordinaires de compétence (*Annales de l'Institut de droit international*, 1889-1892, p. 736).

1. Weiss, *op. cit.*, t. V, p 83.

l'ont fait en qualité de simple particuliers et non comme représentants de l'Etat, auquel cas on peut leur appliquer l'article 13 du Code civil roumain. C'est en ce sens que se prononce la jurisprudence française ; elle a déclaré les tribunaux français compétents pour juger la reine Isabelle d'Espagne actionnée par un bijoutier français en paiement de bijoux qu'il lui avait fournis (1).

Pour les *agents diplomatiques*, d'après le droit des gens, il est établi qu'ils sont exempts de la juridiction du pays où ils exercent leur mission. D'abord par les mots « agents diplomatiques » nous comprendrons les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires et, en général, tous agents envoyés en mission diplomatique comme représentants d'une puissance.

En effet, après ce que nous avons dit, quand un litige s'élève entre eux et un Roumain l'article 13 ne leur sera pas appliqué. On a voulu justifier cette exemption des agents diplomatiques à l'aide de la fiction dont nous avons parlé : la fiction *d'exterritorialité*, en disant qu'ils sont *ex territorio*. Cette explication n'est pas suffisante pour justifier une telle prérogative. La véritable raison est qu'on ne

1. Trib. et. C. Paris. D. 72. 2. 124 ; S. 72. 2. 68 et 293. — Voir aussi l'article 3 du projet de règlement international adopté à Hambourg, page 46.

peut pas les empêcher d'exercer leur mandat comme représentants des pays étrangers. M. Weiss a justifié parfaitement la raison d'être de ce privilège :

« *Si les agents diplomatiques ne peuvent être tra-*
« *duits devant la justice locale, ce n'est pas parce*
« *qu'on les répute, contrairement à la réalité,*
« *domiciliés en dehors du ressort de sa compétence*
« *mais uniquement parce qu'ils ont besoin d'une*
« *indépendance absolue pour s'acquitter de leur*
« *mission, et parce que l'intervention inopportune,*
« *maladroite ou tracassière des autorités du pays*
« *qu'ils habitent, pourrait mettre en péril cette indé-*
« *pendance et les intérêts dont elle est la garantie*
« *indispensable (1) ».*

Néanmoins on admet quelques exceptions (2) :

a) Quand le procès a lieu en matière d'action réelle immobilière (immeuble situé en Roumanie par exemple) ;

b) Quand les agents sont poursuivis pour le paiement des frais de justice à la suite d'une condamnation prononcée contre eux dans une action qu'ils ont intentée et perdue ;

c) Quand ils sont intimés dans un appel ou un

1. Weiss, *op. cit.*, t. V, p. 120 et 121.

2. V. Baudry et Fourcade, I, 656, p. 567. — Weiss, *op. cit.*, p. 141 s. — Félix et Demangeat, I, 214, 422. — Laurent. *Droit International*, III, 80.

recours interjeté par eux à l'encontre d'une sentence donnée à leur profit en première instance ;

d) En cas d'action reconventionnelle intentée à l'encontre de leur action principale.

Le ministre de la Justice roumaine semble s'être inspiré de cette conception quand, le 29 mars 1879, il adressa une circulaire (n° 3576) au corps d'huisiers du tribunal d'Ilfor, dans laquelle il disait : « *Toute demande contre un représentant d'une puissance étrangère ne peut être faite et résolue que par voie diplomatique* (1). » Cette circulaire ne fait même pas les réserves que nous venons d'indiquer, la raison en est simple car, en 1879, on parle encore de la juridiction consulaire.

Aujourd'hui, en Roumanie, la doctrine se prononce d'une façon unanime contre cette opinion. Les plus éminents jurisconsultes roumains proclament la compétence des tribunaux nationaux pour connaître des procès intentés contre les agents diplomatiques étrangers et de l'exécution des jugements rendus contre eux. C'est l'opinion enseignée par M. Urseano, professeur de droit civil à la Faculté de Bucarest (2) et à laquelle se rallie M. Alexandresco, le professeur bien connu de la Faculté de Iassy (3).

1. *Drèptul*, 1881, n° 11.

2. Urseano. *Agenti diplomatici si consulari* Bucarest, 1904

3. D. Alexandresco. *Droit civil*, I, 360.

« Sur quoi s'appuie une prérogative si exorbitante, dit M. Alexandresco (1), qui n'est prévue par aucune loi, et qui méprise le droit du citoyen et permet à un haut fonctionnaire de s'enrichir au détriment des indigènes ? La seule excuse de ce système indigne d'un pays civilisé est la prétendue fiction d'*ex-territorialité* dont jouissent les agents étrangers, car on ne peut pas prétendre ici, comme on peut soutenir lorsqu'il s'agit d'une juridiction criminelle, que le droit de l'indigent d'appeler en justice le ministre étranger pour l'obliger à l'exécution de ses engagements, lui enlèvera la liberté et l'indépendance desquelles il a absolument besoin pour accomplir sa mission.

« Eh bien cette fiction n'a pas aujourd'hui de raison d'être, car elle ne s'appuie sur aucune loi et on sait que seul le législateur est en mesure de créer des fictions, parce que lui seul peut changer la réalité des choses et faire qu'une personne soit présente et absente dans le même acte. Cette fiction, contraire même au bon sens, la plus absurde création de la conception humaine, qui met une classe d'hommes hors la loi, est un résidu du temps d'autrefois, quand le peuple divinisait le ro tout-puissant en le croyant le représentant du pouvoir divin,ⁱ et qui, par conséquent, tend à disparaître des législations civilisées...

.
.

Concluons que les tribunaux indigènes ont la compétence de juger les actions civiles qu'ils introduisent contre les agents

1. Alexandresco, *op. cit.*, p. 360 et 366.

diplomatiques étrangers, résidant en Roumanie comme les tribunaux étrangers ont la compétence de juger notre agent ; car un ambassadeur, qui commet l'imprudence de contracter des obligations personnelles, renonce au moins tacitement, à toute immunité sous l'ombre de laquelle il pourra s'abriter et sera exposé à toutes les poursuites pour leur accomplissement.

L'exemption accordée aux agents diplomatiques ne repose sur aucune considération juridique sérieuse ; on ne peut la justifier qu'en faisant appel à la fiction d'exterritorialité ; or, nulle part la loi ne l'a consacrée et le législateur seul peut créer une fiction ; on ne peut suppléer à son silence. En fait d'ailleurs cette immunité diplomatique aboutissait à de graves inconvénients ; elle pourrait être un moyen trop commode pour les agents de se soustraire à l'exécution de leurs engagements. Or, dit M. Alexandresco (1), les biens d'un ambassadeur sont, comme ceux d'un particulier ordinaire, en vertu des principes généraux du droit, le gage tacite de ses créanciers (art. 1719 C. civ. roum., 2092 C. civ. franç.). Quelle efficacité aurait donc un jugement rendu contre un agent diplomatique si on ne pouvait l'exécuter ? Au point de vue du fond, comme au point de vue du jugement, les tribunaux roumains doivent donc être compétents.

1. *Op. cit.*, p. 362.

Nous ne croyons pas que la jurisprudence roumaine ait eu à se prononcer d'une façon directe sur la question, toutefois elle nous paraît devoir accepter le système de la doctrine et se déclarer compétente pour connaître des actions intentées contre les agents diplomatiques. Toutefois lorsque la question d'exécution d'un jugement contre un agent diplomatique s'est posée devant elle, elle l'a résolu dans un sens négatif, déclarant que l'exécution devait être demandée par voie diplomatique (1). Cette solution est bien dans l'esprit de la circulaire précitée du ministre de la Justice.

Quant à nous, nous pensons que l'immunité diplomatique doit être entendue de la façon la plus large et que les tribunaux doivent se déclarer incompétents aussi bien pour la question de fond que pour celle d'exécution. On peut parfaitement justifier cette immunité sans faire intervenir l'idée inexacte d'exterritorialité par de simples considérations pratiques. L'immunité diplomatique est nécessitée par la liberté d'action dont doit jouir celui qui est investi d'une fonction diplomatique. Cette liberté n'existerait pas s'il pouvait se trouver exposé à des poursuites qui pourraient parfois n'être pas fondées et n'avoir précisément d'autre but que de le gêner. A plus forte raison en serait-il de même de l'exécution du juge-

1. *Dreptul*, 1901, n° 22.

ment avec toutes les perturbations qu'elle entraîne. L'intervention diplomatique sera toujours une suffisante garantie pour le Roumain demandeur, car l'Etat étranger ne voudra point se faire le complice de son ambassadeur si celui-ci est dans son tort ; si la réclamation portée contre lui est fondée, l'ambassadeur sera rappelé et il sera alors possible de l'actionner devant les juges de son pays, ou d'obtenir d'eux l'exéquatur du jugement qui le condamne, ou même le plus souvent il n'y aura pas besoin d'aller à cette extrémité, il s'exécutera sur un simple avertissement de son gouvernement (1).

1. Dans le sens d'une immunité trop large voir Weiss, *op. cit.*, t. V.— Contre : Heffter, *Das Europæische Volkerrecht der Gegenwart*, § 42.— Bar, *Das internationale Privatrecht*, p. 411, note 7.

L'Institut de droit international a arrêté, dans sa session de Cambridge, en 1895, un règlement sur les immunités diplomatiques, où sont contenues les dispositions suivantes :

ART. 12.— Le ministre public à l'étranger, les fonctionnaires officiellement attachés à sa mission et les membres de leur famille demeurant avec eux sont *exempts* de toute juridiction, civile ou criminelle, de l'Etat auprès duquel il sont accrédités ; en principe, ils ne sont justiciables soit au *civil*, soit au criminel, que des tribunaux de leur propre pays. Le demandeur pourra s'adresser au tribunal de la capitale du pays du ministre, sauf le droit du ministre de faire la preuve qu'il a un autre domicile dans son pays.

ART. 14. — L'immunité survit aux fonctions, quant aux actions se rattachant à l'exercice desdites fonctions. En ce qui concerne les actions ne s'y rattachant pas, l'immunité ne peut être invoquée que pendant la durée même des fonctions.

ART. 15. — Ne peuvent se prévaloir du bénéfice de l'immu-

Voyons maintenant une autre catégorie de personnes : les *agents consulaires*. Ce sont les consuls et les vice-consuls, qui sont chargés, non plus d'affaires diplomatiques, mais d'affaires commerciales, avec, en outre, certaines attributions vis-à-vis de leurs compatriotes.

On admet généralement que ces agents n'ont pas les prérogatives que le droit des gens confère aux agents diplomatiques. Ils resteront donc soumis au droit commun, sauf les exceptions apportées par les différents traités. La jurisprudence roumaine est en ce sens (1).

Les consuls ou vice-consuls ne pourront donc pas se soustraire à l'article 13 dans une action intentée par un Roumain. La sentence sera exécutée et on pourra vendre leurs biens mobiliers (2).

nité les personnes appartenant par leur nationalité au pays auprès du gouvernement duquel elles sont accréditées.

ART. 16. — L'immunité de juridiction ne peut être invoquée : 1° en cas de poursuites exercées à raison d'engagement contracté par la personne exempte, non en sa qualité officielle, ou privée, mais dans l'exercice d'une profession exercée par elle dans le pays, concurremment avec ses fonctions diplomatiques ; 2° en matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose, meuble ou immeuble, qui se trouve sur le territoire... (*Annuaire de l'Institut de droit international*, 1895-1896, p. 243.)

1. *Dreptul*, 1886 n° 66 ; 1894 n° 9. V. Urseau, *op. cit.*, p. 207.

2. V. T. G. Djuvara : *Traités, conventions et arrangements de la Roumanie actuellement en vigueur*.

Les conventions consulaires de la Roumanie avec les différents Etats (Italie, Belgique, Etats-Unis) prévoient les immunités et les droits dont jouiront les consuls en Roumanie. Ainsi, on prévoit que si le consul ou vice-consul est un commerçant ou un industriel, il sera soumis aux lois auxquelles sont soumis les commerçants et industriels roumains, et il ne pourra être emprisonné que s'il a commis un délit puni de prison par la loi roumaine. Il est exempt du service militaire, des impôts directs. D'après la convention avec la Belgique, les agents consulaires belges ne peuvent pas être cités comme témoins devant les tribunaux roumains ; cependant ils pourront être interrogés par commission rogatoire, c'est-à-dire par un délégué envoyé au consulat dans ce but.

Quant aux Etats qui n'ont pas de convention consulaire avec la Roumanie, on leur applique en pratique les mêmes règles qu'à ceux qui ont des conventions écrites avec ce pays (1).

1. L'institut de droit international a voté, dans sa session de Venise en 1896, un règlement sur les immunités consulaires, d'où nous détachons les articles suivants :

Art. 4 : Les consuls jouissent de l'immunité personnelle aux conditions et dans les limites spécifiées dans les articles 5, 6, 7, et 18 ci-après :

Art. 5 : Ils ne sont pas justiciables des tribunaux locaux pour les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle et dans les limites de leur compétence. Les exceptions qui sont

SECTION III

A quelles contestations s'applique l'article 13 ?

L'article 13 du Code civil roumain emploie comme le texte correspondant français l'expression *contrac-*

faites à cette règle doivent être prévues et définies par traité. Si un particulier se croit lésé du fait d'un consul agissant dans la sphère de ses attributions, il adressera sa plainte au gouvernement territorial, qui y donnera suite, s'il y a lieu, par la voie diplomatique.

Art. 6 : Sauf les cas spécifiés en l'article 5 ci-dessus, les consuls sont justiciables, tant au civil qu'au criminel, des tribunaux du pays où ils exercent leurs fonctions. Néanmoins toute action intentée à un consul est suspendue jusqu'à ce que son gouvernement, dûment prévenu par la voie diplomatique, ait pu se concerter avec le gouvernement territorial sur la solution que l'incident comporte. Cet avis préalable n'est pas nécessaire... 2° en matière d'actions réelles y compris les actions possessoires se rapportant à une chose meuble ou immeuble qui se trouve sur le territoire : 3° lorsque le consul a provoqué lui-même ou accepte le litige devant la juridiction locale.

Art. 7 : En aucun cas, les consuls ne peuvent être arrêtés ni détenus, si ce n'est à raison d'infractions graves.

.
Art. 18 : Lorsque des actions en matière civile ou criminelle seront dirigées contre des agents consulaires, les tribunaux locaux seront compétents pour en connaître directement, sauf le cas où il serait établi par les dits agents qu'ils ont agi en leur qualité officielle.

(*Annuaire de l'Institut de droit international*, 1896, p. 304.)

tées (1). Faut-il s'en tenir aux termes du texte, aux obligations nées de contrat, ou faut-il étendre la solution à tous les cas où une obligation existe au profit d'un Roumain contre un étranger, que ce soit une obligation contractuelle, quasi contractuelle, délictuelle, quasi délictuelle, ou légale ?

Si l'on part de l'idée que l'article 13 constitue une règle exceptionnelle, on peut soutenir qu'il faut interpréter restrictivement le texte et qu'il ne s'applique qu'aux obligations nées de contrats. Mais si l'on recherche l'esprit du texte qui est de soustraire le demandeur roumain à un déplacement onéreux et à la partialité des juges étrangers, il faut dire que les tribunaux roumains seront compétents quelle que soit la source de l'obligation.

Telle est l'opinion à laquelle se rallie notre jurisprudence, elle admet que le Roumain peut citer l'étranger devant les tribunaux roumains dans tous les cas où ce dernier est devenu son créancier, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'un quasi-contrat ou d'un quasi-délit (2).

Suivant d'ailleurs en cela la voie ouverte par les tribunaux français, elle a étendu l'application de l'article 13 à d'autres procès que ceux sanctionnant

1. Voir le texte de l'article 13 ; p. 36.

2. *Dreptul*, 1902, n° 84 ; 1881, n° 5.

V. aussi, *Aubry et Rau*, VIII, § 748 bis, p. 137.

Weiss, op. cit., V, p. 201 et s.

une obligation. Toute action, même une *action d'Etat*, dans laquelle un Roumain est demandeur peut être portée devant un tribunal roumain.

Il existe à propos de notre question une controverse classique que l'on trouve examinée dans tous les traités de droit international et sur laquelle la jurisprudence française fut appelée plusieurs fois à se prononcer. Que décider dans le cas où la créance née primitivement dans la personne d'un *étranger* contre un autre *étranger*, se trouve au moment de son exécution exister au profit d'un Roumain qui l'a acquise par cession ou par succession ?

Le national demandeur pourra-t-il se prévaloir de la faveur contenue dans l'article 14 du Code civil français, ou 13 du Code civil roumain ? Son adversaire pourra-t-il décliner la compétence du tribunal compétent en vertu de ces textes ? N'est-il pas fondé à dire que le fait de la cession n'a pu changer les conditions primitives de son obligation ? que son créancier originaire dépourvu du bénéfice de ces articles n'a pu le céder au titulaire actuel de la créance, que sa situation ne peut être aggravée du fait de la cession et que en tous cas le doute doit être interprété en faveur du débiteur (1) ? L'on sait les discussions et les distinctions auxquelles la question a donné

1. Merlin. Quest., v^o Etranger, § 4 n^o 3. Aubry et Rau, VII 748 bis, p. 139, n^{os} 13, 16, 17 : Fœlix I, n^{os} 172 et 173 ; Massé,

lieu dans les ouvrages et les décisions judiciaires en France.

Après s'être montrée peu favorable à la prétention du cessionnaire français, la jurisprudence a étendu à cette hypothèse l'application de l'article 14. Elle a d'ailleurs fait en la matière pleines distinctions. S'il s'agit d'une cession faite en la forme commerciale elle admet que le porteur français peut se prévaloir du bénéfice de ce texte. Le débiteur en s'engageant par un effet négociable devait en effet prévoir qu'il pourrait se trouver au jour de l'échéance en face d'un créancier d'une autre nationalité.

Au contraire, la jurisprudence française n'accorde au cessionnaire d'une créance civile le bénéfice de l'article 14, que lorsque le cédant pouvait s'en prévaloir.

Quand la transmission de la créance a eu lieu par succession, bien qu'en principe le successeur ne puisse avoir plus de droits que son auteur, les Cours d'appel et la Cour de cassation autorisent l'héritier à attirer le débiteur étranger devant les tribunaux français.

En Roumanie la jurisprudence n'a pas été appelée à se prononcer sur cette question. M. Alexandresco

Dr. Commerc., I, n° 688 ; Bodin : *Revue pratique.*, 1858, V., p. 155.

Weiss, *Traité élémentaire.*

Pillet. *Cours de Droit International*, p. 90.

enseigne dans le sens que l'étranger cité pourra décliner la compétence des tribunaux roumains, car *sa position ne pourra pas être aggravée par un fait indépendant de sa volonté et qu'il n'a pas pu prévoir* (1). Pour nous, l'opinion contraire nous semble meilleure, c'est-à-dire qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre ces hypothèses ; l'article 13 s'applique dans tous les cas quand le Roumain est devenu créancier d'un étranger ; ainsi, le Roumain cessionnaire pourra se prévaloir de l'article 13 et les tribunaux connaîtront de la contestation. La compétence d'un tribunal ne constitue jamais, en effet, sauf au cas d'élection du domicile, un droit acquis pour les parties (2). Du moment où la contestation s'élève en Roumanie, le défendeur étranger n'a donc pas à prétendre que la cession faite à un Roumain aggrave sa position. Une autre raison de plus est, comme nous le verrons, lorsque la contestation s'élève entre deux étrangers ; le remaniement du Code de procédure civile de 1900 a donné pleine compétence aux tribunaux roumains pour toutes les contestations s'élevant en Roumanie.

1. Alexandresco, I, p. 355.

2. Baudry et Fourcade, I, n° 653. Surville et Arthuys, 398, p. 437.

SECTION IV

Effets de l'application de l'article 13

Voyons maintenant quel est le tribunal saisi de l'action et compétent. L'article 13 dit simplement que les tribunaux roumains seront compétents, sans rien spécifier. La question est tranchée pour une hypothèse particulière par le code de procédure civile et le Code commercial roumains. Si l'étranger est domicilié ou réside en Roumanie, ou si le procès est relatif à un immeuble, le tribunal compétent sera celui du domicile ou de la résidence, ou de l'immeuble (Art. 58 C. pr. civ et art. 2 C. civ. roumain). Pour une affaire commerciale, le tribunal sera celui indiqué par le code commercial roumain, article 897 (1).

Mais *quid* quand l'étranger n'est pas domicilié, n'a même pas de résidence en Roumanie, et quand il s'agit d'une action personnelle mobilière. La question est controversée ; tous les systèmes proposés ont donné lieu à de vives discussions de la part des auteurs roumains. Ces systèmes sont au nombre de cinq :

1^o *Premier système.* — Le tribunal compétent sera celui du lieu où la convention a été conclue,

1. Weiss, *op. cit.* V. p. 212. Cf. Clunet 1904, p. 671.

et quand il s'agit d'un paiement, celui du lieu où doit avoir lieu le paiement, et si la convention spécifie le lieu où elle doit s'exécuter, en Roumanie, ce sera le tribunal de ce lieu qui sera compétent. On invoque, à l'appui de ce système, l'article 890 et l'article 897 du code commercial qui édictent les mêmes règles en matière commerciale. Mais cette solution a été critiquée : il n'y a aucune raison, a-t-on dit, de tirer un argument d'analogie de règles exceptionnelles du droit commercial ; ce système n'a reçu aucune application en Roumanie.

2° *Second système.* — Si le Roumain veut intenter une action contre un étranger qui n'a ni son domicile, ni sa résidence en Roumanie, il doit s'adresser à la Cour de cassation, qui donnera un règlement de compétence. Mais, dans ce système, on fait intervenir la Cour de cassation, en dehors de ses attributions, car elle ne peut intervenir qu'en cas de conflit de compétence, quand deux tribunaux ou deux Cours d'appel se déclarent incompétents tous deux ; or, ce n'est pas le cas dans notre hypothèse, aucun texte d'ailleurs ne lui donne ce droit d'intervention.

3° *Troisième système.* — Le tribunal compétent sera celui situé le plus près du domicile ou de la résidence de l'étranger, à l'étranger. Mais comment constater cet état de choses ? Et si plusieurs tribunaux sont à égale distance de ce domicile ou de cette résidence ? D'ailleurs il y a un autre argument plus

décisif pour repousser ce système. Si l'étranger est appelé devant ce tribunal, il peut se faire que celui-ci ne soit pas celui du Roumain demandeur qui sera alors obligé de faire de grands frais de déplacement : or c'est justement ce que le législateur a voulu éviter ; il veut que les parties obtiennent justice aux meilleures conditions possibles. Ce système n'a reçu aucune application en Roumanie.

4° *Quatrième système*.— Le Roumain demandeur pourra appeler l'étranger défendeur devant le tribunal qu'il choisira, lui demandeur, pourvu que ce choix ne soit pas vexatoire, ne soit pas de nature à soumettre le défendeur à des dépenses inutiles, vexatoires, en donnant comme argument la maxime : *Malitiis hominum non est indulgendum*. C'est le système enseigné par M. Alexandresco (1).

Ce système paraît bon, mais il est un peu arbitraire, et d'une application pratiquement peu réalisable. Comment en effet constater que le choix du tribunal fait par le Roumain est ou non vexatoire ; comment savoir si le Roumain a été de bonne foi dans son choix ?

5° Le *Cinquième système* est à notre avis le meilleur et le plus juridique. L'étranger qui n'a ni domicile, ni résidence en Roumanie, doit être cité devant le tribunal du domicile du Roumain défendeur.

1. D. Alexandresco, *op. cit.*, I, p. 363.

En somme, quels sont les principes qui ont guidé le législateur, en ce qui concerne la question de compétence ? Il a voulu concilier les intérêts des deux parties en jeu. La loi cherche à favoriser le défendeur qui aura un domicile ou une résidence en Roumanie, par application de la règle *actor sequitur forum rei* ; mais si le défendeur n'a ni domicile, ni résidence en Roumanie, l'article 13 du Code civil voulant que les contestations entre Roumain et étranger soient de la compétence des tribunaux Roumains, il est plus logique d'admettre dans ce cas que le tribunal compétent sera celui du domicile du Roumain. On ne voit pas, en effet, l'intérêt que peut avoir le défendeur à être jugé par tel tribunal plutôt que par tel autre. Et puis en même temps que dans ce système, on évite les dépenses excessives dont nous avons parlé tout à l'heure, on donne compétence au tribunal le mieux placé pour apprécier le degré d'honorabilité du demandeur. C'est le système adopté aujourd'hui par la jurisprudence roumaine (1).

Cependant, dans certains cas spéciaux, le Code de procédure roumain décide quels seront les tribunaux compétents dans notre hypothèse ; dans tous ces cas, le législateur n'a d'autre but que de concilier l'intérêt des parties.

1. *Dreptul*, 1881, n° 6 ; 1902, n° 84.

Ces cas sont les suivants :

a) *Actions en partage.* — Toutes les demandes relatives au partage seront adressées au tribunal du lieu d'ouverture de la succession (art. 63). Si un Roumain est dans l'indivision avec un étranger, la demande en partage contre celui-ci sera adressée au tribunal du lieu d'ouverture de la succession et non plus à celui du lieu du domicile du Roumain.

b) *Actions en garantie.* — Demandes reconventionnelles. Elles seront portées devant le tribunal saisi de l'action principale.

c) *En matière commerciale,* le tribunal compétent sera l'un des trois tribunaux dont nous avons parlé tout à l'heure (art. 837, C. com.).

d) Enfin, la Cour de cassation a décidé que s'il y a deux défendeurs étrangers dont un seul réside en Roumanie, alors l'action sera adressée par le Roumain demandeur au tribunal du lieu où cet étranger a sa résidence (1).

SECTION V

L'article 13 est-il d'ordre public ?

La règle posée par l'article 13 est-elle d'ordre public, ou ne présente-t-elle que le caractère d'une disposition de faveur d'ordre privé ? Pratiquement,

1. *Dreptul*, 1899, n° 4.

un créancier pourra-t-il renoncer au droit que lui donne l'article 13 ? Pourrait-on dans un contrat écartier par une clause particulière l'application d'un texte pour en revenir à la règle de droit commun *actor sequitur forum rei*, ou pour donner compétence à un tribunal quelconque autre que le tribunal du demandeur ?

L'affirmative ne nous paraît point douteuse et l'ordre public n'est nullement intéressé à la stricte application de notre texte. Celui-ci contient une disposition de faveur au profit du demandeur roumain ; or, l'on est toujours libre de renoncer à un droit, à une faveur. C'est au créancier à voir si les juges étrangers méritent sa confiance et s'il peut renoncer à la protection que lui accorde la loi. D'ailleurs, personne ne conteste que le titulaire d'une créance ne puisse valablement renoncer à celle-ci ou soumettre les contestations qui y sont relatives, à un arbitre. Il n'y a aucune raison valable pour lui interdire de renoncer à une faveur pour rentrer sous l'application du droit commun.

La renonciation peut être expresse ou tacite (1).

Elle est expresse quand une clause spéciale du contrat reconnaît compétence au tribunal du défendeur. Elle l'est également dans le cas où il a adhéré à une société étrangère dont les statuts donnent compé-

1. *Dreptul*, 1890, n° 6. Weiss, *op. cit.*, t. V. p. 217, Aubry et Rau, VIII, p. 142.

tence au tribunal du siège social, pour toutes les contestations relatives à la société, dans le cas où il a souscrit en pays étranger une police d'assurance attributive de juridiction au *forum loci contractus*...

La renonciation sera tacite dans les cas où elle peut s'induire des circonstances de la cause. Ainsi la jurisprudence roumaine a considéré comme renonciation tacite le fait que le Roumain a cité son créancier devant les tribunaux étrangers (1). Donc l'étranger qui par suite d'une renonciation expresse ou tacite, sera cité devant le tribunal roumain, pourra décliner la compétence de ce tribunal ; mais il s'agira d'une incompétence *rationæ personæ* qui ne pourra être invoquée que *in limine litis*, avant toute défense sur la question de fond (art. 108, Code procédure civile roumain) (2).

1. *Dreptul*, 1897, n° 47. On a décidé que le procès pourra être jugé à nouveau devant les tribunaux roumains si les tribunaux étrangers n'ont pas pris des conclusions au fond. Cpr. Baudry et Fourcade, I, 661 et C. Douai D. P. 48. 2, 187.

2. Cass. roumaine. *Bullet.* I. S. 1880, p. 114. Néagon, I, p. 126, n° 45. Cpr. Baudry et Fourcade, I, 662. C. Paris, Sirey, 66. 2. 147. D. P. 67 II, 21.

CHAPITRE II

Etranger contre Roumain

Nous avons vu l'hypothèse du Roumain demandeur, voyons maintenant celle du Roumain défendeur. Cette hypothèse est prévue par l'article 14 du Code civil roumain (analogue à l'article 15 du Code civil français) : « *Le Roumain pourra être traduit devant un tribunal Roumain pour des obligations contractées par lui en pays étranger, même avec un étranger* ». Ce texte ne fait donc qu'une application fidèle de la règle *actor sequitur forum rei*. On a dit : du moment qu'un Roumain peut appeler un étranger devant les tribunaux roumains, à plus forte raison peut-on reconnaître ce droit à l'étranger. Mais en fait cet article n'est pas une mesure de faveur pour l'étranger, c'est l'application du droit commun.

Cependant, cette règle de droit commun sera écartée dans certains cas.

Par exemple, si le Roumain n'a ni domicile, ni résidence en Roumanie, la règle de l'article 14 ne

s'applique pas. En vertu de la règle « *actor sequitur forum rei*, l'action devrait être intentée devant le tribunal du lieu où le Roumain a son domicile. Cependant si ce Roumain a cessé d'avoir son domicile en Roumanie, l'étranger conserve le droit d'intenter l'action devant les Tribunaux roumains pour les engagements pris par le Roumain alors qu'il était domicilié en Roumanie.

Alors, une question se pose : quel sera le tribunal compétent qui connaîtra de l'affaire, la règle *actor sequitur forum rei* ne pouvant pas s'appliquer. Il y a, sur ce point, une distinction à faire suivant que l'étranger lui-même est domicilié ou non en Roumanie. S'il est domicilié en Roumanie, par analogie au cas de l'action intentée par un Roumain contre un étranger (1), l'action de l'étranger sera intentée devant le tribunal du domicile ou de la résidence de celui-ci. Si l'étranger n'a ni domicile, ni résidence en Roumanie, on distingue suivant que l'affaire est civile ou commerciale. En matière civile, l'étranger demandeur pourra choisir le tribunal qu'il lui plaira, à condition, naturellement, que son choix ne soit pas vexatoire ni de nature à produire des chicanes : car *Malitiis hominum non est indulgendum* (2).

1. Voir page 35.

2. L. 38 § 1, *in medio*, Dig. De rei vindicatione, 6.1.

Cette solution s'impose par une raison d'utilité pratique, puisque, dans cette hypothèse, ni l'une ni l'autre des parties n'a son domicile en Roumanie (1).

Au contraire, en matière commerciale, conformément à l'article 897 du Code de commerce roumain, l'étranger aura le droit d'intenter l'action devant l'un des trois tribunaux mentionnés dans cet article; c'est-à-dire: ou le tribunal du lieu où l'obligation doit être exécutée, ou celui du lieu du paiement, ou enfin celui du lieu où l'obligation a pris naissance.

Mais que décider si l'obligation, par exemple, a pris naissance en Roumanie, ou si le paiement doit se faire à l'étranger? Alors, comme dans l'hypothèse que nous avons indiquée tout à l'heure, en matière civile, l'étranger aura le choix du tribunal.

Voyons maintenant quels sont les engagements pour lesquels le Roumain peut se voir traduire devant un tribunal roumain par un étranger, conformément à l'article 14 du Code civil. Cet article dit simplement: « obligations contractées »; le mot « obligations » a été pris par le législateur dans un sens général; il n'y a donc pas à distinguer suivant que l'obligation est née d'un délit, d'un quasi-délit, d'un quasi-contrat: on doit

1. Tocilescu. *Procédure civile*.

interpréter ce texte de la même façon que nous avons interprété l'article 13 (1).

Les deux textes soulèvent d'ailleurs une autre question qui leur est commune : la disposition de l'article 14 est-elle d'*ordre public* ou seulement d'*ordre privé* ; les parties peuvent-elles l'écarter par une convention ? La majorité des auteurs tranche la question comme pour l'article 13 du Code civil roumain, en disant que la disposition de l'article 14 n'est pas d'ordre public et que les parties peuvent licitement y déroger en fixant elles-mêmes le tribunal compétent ; en effet, disent-ils, c'est dans l'intérêt des parties que la loi a formulé cette règle. Le texte même ne laisse aucun doute : « le Roumain, dit-il, pourra être traduit..... » les parties peuvent donc déroger à l'article 14 (2). En conséquence, le Roumain qui a renoncé à la compétence des tribunaux roumains par une clause spéciale, ne pourra pas soulever l'exception d'incompétence du tribunal étranger devant lequel il est cité et comme il s'agit d'une incompétence *ratione personæ* il doit être invoqué *in limine litis* (3). En ce qui concerne la renonciation, elle peut être

1. *Dreptul*, 1881, n° 6, 1902, n° 84. Weiss, *op. cit.* V. page 201 et s.

2. *Dreptul*, 1890, n° 6. — Cass. f., Sirey 1900, I p. 355, 356. — Weiss, *op. cit.*, V. p. 217 et s. — Aubry et Rau, VIII, p. 142.

3. Art. 108, Procéd. civile roumaine. Cass. roum., B. S 1, 1880, p. 114.

expresse ou tacite; expresse, si elle résulte d'un acte formel ou d'une clause expressément prévue dans le contrat intervenu entre les parties; tacite: elle pourra résulter alors des circonstances elles-mêmes. La jurisprudence roumaine est fixée sur ce point (1).

Néanmoins, cette opinion n'a pas été favorablement accueillie par tous les auteurs roumains, M. C. Nacu, ancien ministre et professeur de droit civil à la Faculté de Bucharest (2), voit dans la clause par laquelle un Roumain renonce à la juridiction de son pays, l'équivalent d'une *clause compromissoire*, c'est-à-dire comme une soumission à la juridiction d'un tribunal arbitraire; or, la jurisprudence roumaine, dit-on, admet maintenant que « *sans une disposition spéciale de la loi la clause compromissoire est nulle* »; pourquoi dès lors considérer comme valable cette clause dans laquelle le Roumain se soumet à la juridiction étrangère? Il y a là, d'après cet auteur, une contradiction évidente de la jurisprudence.

Il semble cependant qu'il soit faux d'assimiler la clause compromissoire à la clause en question.

D'abord, qu'est-ce qu'un compromis?

C'est « la convention par laquelle deux personnes qui ont entre elles un litige conviennent de s'en rap-

1. *Dreptul*, 1890, n° 6. Alexandresco, *op. cit.*, I, p. 367.

2. C. Nacu. *Drept. civil rumân*, t. I, n° 40, p. 161.

porter, pour sa solution, à l'appréciation d'un tiers » (1).

Donc, un compromis ne peut être fait que pour un litige déjà né ou sur le point de naître (2) ; on ne peut pas convenir à l'avance que tel litige futur sera soumis à la décision de tel arbitre ; cette clause générale, appelée *clause compromissoire*, serait nulle, car on ne peut préciser d'avance ni la chose qui fera l'objet du litige, ni le nom des arbitres désignés pour le juger. C'est dans ce sens que la jurisprudence française a appliqué l'article 1006 du Code de Procédure civile (3).

Puisqu'il n'y a aucune analogie entre la clause compromissoire et la renonciation faite par le Roumain à l'article 14, il semble que la jurisprudence roumaine ait fait une interprétation vraiment juridique de cet article : Ce Roumain pourra valablement renoncer à la compétence des tribunaux roumains pour les contestations qui pourront naître à l'occasion de l'exécution des obligations contractées par lui envers un étranger.

Quelques mots maintenant sur la caution à fournir par l'étranger demandeur devant les tribunaux roumains, *cautio judicatum solvi*. L'article 15 du

1. Planiol. *Dr. civ.*, 2 vol., 3^e éd., n° 2305.

2. Planiol. *Dr. civ.*, 2 vol., 3^e éd., n° 2305.

3. C. cassat., 7 mars 1888. D. 89. 1. 32 : S. 88. 1. 296.

C. cassat., 26 juil. 1893. D. 94. 1. 61. S. 94. 1. 215.

Code civil roumain (art. 16 du C. civ. français) a été abrogé par la loi qui modifia le Code de procédure civil ; les articles 105 et 106 de notre ancien Code de procédure civile qui avaient prévu expressément cette caution ont été supprimés en 1900. La question ne présente donc plus, en Roumanie, qu'un intérêt historique.

L'abrogation de ces articles a été la conséquence de l'adhésion de la Roumanie à la Convention de La Haye du 14 novembre 1896 qui dans ses articles 11 à 13 supprime dans les rapports des sujets des puissances contractantes l'obligation de fournir la *cautio judicatum solvi*.

D'ailleurs une raison historique militait en faveur de cette suppression. Jamais, en Roumanie, les étrangers n'avaient été soumis à l'obligation de fournir cette caution. Elle n'avait été établie dans notre pays que par le code de 1865 qui reproduisait d'une façon générale le code Napoléon. Toutefois une différence existait en cette matière entre les deux législations : le code civil Roumain n'exigeait la *cautio* qu'en matière civile ; il n'y était pas soumis en matière commerciale.

CHAPITRE III

Etranger contre Etranger

La dernière hypothèse qu'il nous reste à envisager est celle où la contestation s'élève en Roumanie entre deux étrangers. Les tribunaux roumains seront-ils compétents ?

Le Code civil roumain a gardé sur ce point le même silence que le Code civil français et ce n'est qu'en 1900, lors de la revision du Code de procédure civile, que cette question a reçu une solution législative.

Il importe avant tout d'écarter une hypothèse qui ne soulève aucune difficulté. Si la contestation s'élève relativement à un immeuble situé en Roumanie, les tribunaux roumains sont certainement compétents, conformément à l'article 2 du Code civil roumain (art. 3 du C. civ. français) ; et leur compétence est *obligatoire*, tant au point de vue des parties qu'au point de vue des tribunaux eux-mêmes.

Le tribunal qui refuserait de connaître de l'action sous prétexte qu'elle est relative à deux étrangers violera l'article 2 et pourra s'exposer à l'imputation de déni de justice (art. 3 du C. civ. art. 305, n° 3 du C. de procéd. civ.).

Pour que notre question se présente il faut donc qu'il s'agisse d'une action *personnelle* ou *réelle mobilière*, ou relative à une *question d'état*.

L'article 54 du Code de procédure dit : « Les tribunaux de district (département) jugent TOUTES les contestations entre litigants roumains ou étrangers, aussi bien les *contestations* civiles que les autres, pour lesquelles d'autres lois leur *donnent compétence*. » Aucun doute n'est donc possible : les tribunaux roumains ont pleine compétence pour juger les procès entre étrangers.

En France nous savons que la jurisprudence, en principe, s'est déclarée incompétente pour juger les étrangers ; mais elle apporte tant d'exceptions à cette règle qu'elle fait de la règle elle-même une exception (1).

Le législateur roumain, même avant 1900, avait reconnu que les étrangers jouiraient, en Roumanie, des mêmes droits civils que les Roumains ; l'article 11 du Code civil roumain n'a pas été calqué exactement sur l'article 11 du Code civil français. Puisque les

1. Weiss, *op. cit.*, V, p. 301 et 302.

étrangers doivent avoir les mêmes droits civils que les Roumains, il n'y a aucune raison pour les priver du droit de s'adresser à la justice du pays ; ils pourront donc bénéficier de l'article 13 et intenter leur action contre un autre étranger devant les tribunaux roumains, comme le Roumain lui-même.

Même avant la modification du Code de procédure roumain, la jurisprudence avait reconnu le droit pour l'étranger d'ester en justice (1).

Quelle a été l'intention du législateur en édictant l'article 54 du Code de procédure roumain (2) ?

Dans son rapport, M. Dissesco, auteur de ce Code, alors ministre de la Justice, écrit :

« Dans l'article 54, j'ai proclamé la plénitude de
« juridiction des tribunaux roumains pour tous les
« habitants du pays. J'ai tranché ainsi la controverse
« qui, en France, contrairement aux idées actuelles
« et à la véritable application de la doctrine sur la
« souveraineté nationale a été résolue dans le sens
« d'une restriction de juridiction.....

« Dès aujourd'hui, les tribunaux roumains seront

1. Cas. roum., B. S. civ. 1869, p. 92. — I. S. 1874, p. 346. — I. L. 1875, p. 309. — B. I. S. 1880, p. 114. — *Dreptul*, 1883, n° 14 ; 1885, n° 4 ; 1901, n° 39 (affaire Col-laro). *Curierul judiciar*, 1901, n° 44, 1903, n° 3.

2. Tocilescu. *Procedura Civila*. C'est au cours de procédure civile de ce regretté professeur à la Faculté de Bucharest que nous empruntons ces lignes. Il a été lui-même l'inspirateur de plusieurs dispositions du C. de Pr. civ. roumain.

« compétents à juger les étrangers en matière civile
« et commerciale. Il est vrai qu'il y aura lieu ici d'ap-
« pliquer une loi étrangère, mais ce fait ne peut
« nous arrêter, car dans le système contraire le
« juge peut être également appelé à appliquer la loi
« étrangère ; par exemple si on lui demande l'exéqua-
« tur pour un jugement étranger dans un procès
« avec un Roumain (1). »

Les tribunaux roumains connaîtront de *toutes* les contestations ; il n'y a donc pas lieu de distinguer si le procès est relatif à l'état ou à la capacité d'une personne, si l'action est réelle mobilière, si elle est née d'un contrat, d'un quasi-contrat, d'un délit, d'un quasi-délit ou de la loi : les tribunaux seront *toujours* compétents.

On peut encore élargir le champ d'application de l'article 54 en disant que les tribunaux roumains seront compétents dans les procès entre étrangers relativement à un immeuble situé à l'étranger, à condition toutefois que la loi de l'étranger ne dise pas que seuls les tribunaux de son pays seront compétents.

Ainsi, deux Français soumettent aux tribunaux roumains une contestation relative à un immeuble situé en France, ceux-ci alors seront incompétents parce que les immeubles situés en France sont régis par la loi française (art. 3 du C. civ. français).

1. V. Code de procédure civile, édition officielle (1900).

Le législateur roumain, en 1900, dans l'article 54 du Code de procédure civile, a pris une disposition heureuse, admise par la majorité des auteurs. L'ancien article 54 avait une rédaction différente : il donnait une énumération des *actions* dont connaissaient les tribunaux roumains ; l'article actuel contient une formule générale quant aux actions et quant aux *personnes* qui peuvent en appeler à la juridiction roumaine. En France la jurisprudence a admis le principe contraire et proclame que les tribunaux français sont incompétents (1). Mais les motifs mis en avant pour justifier cette idée semblent sans aucune valeur. La justice, dit-on, doit être réservée exclusivement aux nationaux, les tribunaux français sont créés pour rendre la justice aux Français et à eux seuls ; or, comme dit Laurent (2), la justice n'est pas seulement un intérêt, mais un devoir social, un devoir sacré de droit naturel des nations et des gouvernements sociaux ; décider le contraire, ce serait autoriser les étrangers à se faire justice eux-mêmes.

On prétend que des difficultés naîtront dans la pratique pour l'application de la loi étrangère, si on déclare compétents les tribunaux du pays dans les procès entre étrangers ; mais cette allégation manque de fondement, car l'étude du droit international

1. Weiss, *op. cit.*, p. 352.

2. F. Laurent. *Droit. int. privé.*

privé fait connaître, non seulement la loi étrangère, mais la façon exacte dont on doit l'interpréter, étant donné le degré de culture juridique de tous les magistrats de tous pays. D'ailleurs n'arrive-t-il pas tous les jours qu'un tribunal français soit amené à appliquer la loi étrangère dans une contestation entre Français ou entre Français et étrangers ?

Voyons maintenant quel est le *tribunal compétent*, dans notre hypothèse, pour juger les étrangers en Roumanie. Cette compétence varie suivant les circonstances.

En matière *immobilière*, l'action relative à un immeuble situé en Roumanie sera portée devant le tribunal du lieu de la situation de l'immeuble (art. 2 du C. civ.). Cependant l'article 59 du Code de procédure civile apporte une dérogation à cette règle : les parties peuvent convenir que le procès, au lieu d'être jugé par le tribunal du lieu de situation de l'immeuble, sera jugé par un autre tribunal roumain. Alors, cet article qui apporte une dérogation au droit commun sera-t-il également appliqué aux étrangers ? Il semble qu'il n'y ait aucune raison de décider autrement, car le mot « parties » dont parle le Code de procédure doit être interprété dans son sens le plus large ; il suffit qu'on ait le droit de figurer comme partie dans un procès pour que cet article s'applique ; or, nous avons vu que l'article 54 décide que les étrangers peuvent saisir les tribunaux roumains.

Donc, les étrangers pourront, absolument comme les Roumains, déroger à la règle qui donne compétence au tribunal du lieu de situation de l'immeuble, à condition que le tribunal choisi par les parties soit un tribunal roumain. Décider que les contestations pourront être soumises à un tribunal étranger, ce serait en effet une dérogation à une règle d'ordre public, l'article 2 du Code civil roumain (comme l'art. 3 du C. civ. français) ne permettant pas qu'un tribunal étranger soit compétent pour juger d'une question pour laquelle il a seul compétence ; ce serait une atteinte à l'intégrité et à l'indépendance du territoire national.

Voyons maintenant le cas où il s'agit d'une action *personnelle* ou *réelle mobilière*, ou relative à une *question d'état personnel*. A cet égard, une distinction s'impose.

1° L'étranger défendeur est domicilié ou réside en Roumanie. En pareille hypothèse, l'action sera intentée devant le tribunal du domicile ou de la résidence du défendeur, conformément au principe « *actor sequitur forum rei* » (1). Si l'action a été portée devant un autre tribunal, l'étranger défendeur pourra décliner la compétence de celui-ci.

Nous verrons dans l'hypothèse suivante que cette règle comporte quelques exceptions.

1. Cass. roum. 1899. *Dreptul*, 1899, n° 4.

2° L'étranger défendeur n'a ni domicile, ni résidence en Roumanie. Le tribunal compétent sera alors celui du lieu où est domicilié l'étranger demandeur.

Reste à savoir si, dans ce cas, l'étranger défendeur pourra décliner la compétence des tribunaux roumains, sous prétexte qu'il est jugé par un tribunal étranger. On peut être tenté de soutenir que l'article 54 du Code de procédure civile ne fait aucune distinction ; il s'applique donc à tous les cas, que l'étranger soit domicilié ou non en Roumanie ; par conséquent, les tribunaux ayant compétence, l'étranger ne pourra pas la contester. En somme, il est juste de dire que l'article 54 a une portée générale, mais ce n'est pas une raison suffisante pour refuser à l'étranger non domicilié en Roumanie le droit de décliner cette compétence, et déroger à la règle « *actor sequitur forum rei* ». Car, d'après un examen attentif des travaux préparatoires de l'article 54, nous voyons que le but du législateur roumain n'a pas été d'enlever ce droit à l'étranger. Comme le dit le rapport même de M. Dissesco, le but du législateur a été *de faire cesser la controverse existant sur le point de savoir si les tribunaux roumains connaissent ou non des litiges entre étrangers*. Dans cet article, le législateur roumain n'a pas pensé au cas où l'étranger défendeur n'a ni domicile ni résidence en Roumanie ; il n'a pensé qu'au fait que l'étranger peut recourir à la justice roumaine. L'étranger aura donc le droit

de demander à être jugé par les tribunaux du lieu où il est domicilié par application du principe « *actor sequitur forum rei* ». Une autre raison milite en faveur de cette solution : c'est que la loi roumaine a reconnu au Roumain le droit de décliner la compétence des tribunaux autres que celui de son domicile ; or, l'article 11 du Code civil accorde aux étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux et aucun texte de la loi n'enlève à l'étranger le droit de décliner cette compétence.

Cette règle cependant est susceptible d'être éludée dans certains cas exceptionnels : l'étranger alors ne peut plus décliner la compétence de ces tribunaux ; on dit alors qu'il y a compétence forcée, en ce sens que ni les tribunaux, ni le défendeur ne peuvent opposer l'exception d'incompétence.

Quels sont ces cas ?

a) Il en est ainsi en premier lieu quand il s'agit d'une action personnelle pour la réparation d'un dommage causé sans droit, à l'occasion d'une infraction à la loi pénale commise par l'étranger défendeur sur le territoire roumain, et quand cette action est exercée cumulativement à l'action publique, devant les mêmes magistrats de répression pénale. Cette solution s'impose d'abord parce que la loi pénale est territoriale, c'est-à-dire qu'elle s'applique toutes les infractions commises sur le territoire de l'Etat roumain par n'importe qui, de quelque natio-

nalité que soit l'individu coupable (art. 5 du C. civil et 3 du C. pénal roumains) ; puis, parce que l'action civile est étroitement liée dans la législation roumaine à l'action publique (art. 8, 539, 594, 595 du C. pénal roumain). Ces cas sont également hors de doute en France.

b) Quand il s'agit d'une demande qui intéresse l'ordre public et les bonnes mœurs (art. 5 du C. civ. roumain ; art. 6 du C. civ. français). Ainsi, la femme étrangère peut demander aux tribunaux roumains d'imposer à son mari l'obligation de la recevoir au domicile conjugal. L'humanité et les convenances veulent que le juge ait toujours le droit et le devoir d'apprécier et de prendre des mesures urgentes lorsqu'il s'agit de questions touchant à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Le tribunal ne peut se déclarer incompétent et le défendeur étranger, domicilié ou non en Roumanie, ne peut pas non plus décliner la compétence du tribunal. Les lois de police et de sûreté sont des lois générales, qui obligent tout le monde, même les étrangers de passage dans le pays. La jurisprudence et la doctrine françaises ont toujours admis cette solution équitable et toute juridique.

c) Quand il s'agit d'une action personnelle mobilière en matière commerciale, sera compétent le tribunal commercial du lieu où est née l'obligation commerciale, ou du lieu où doit se faire le paiement ;

ce tribunal sera compétent même si le procès intéresse un étranger, que celui-ci soit domicilié ou non, réside ou non en Roumanie. Ce système a été admis à cause de la rapidité nécessaire aux affaires commerciales. L'article 897, nous l'avons vu, permet au Roumain de s'adresser à l'un des trois tribunaux dont nous avons parlé ; pourquoi refuserait-on ce droit à l'étranger, l'article 11 du Code civil accordant à celui-ci les mêmes droits civils qu'au Roumain ? Et outre l'étranger qui a accepté que le paiement ait lieu en Roumanie s'est soumis par cela même à la juridiction des tribunaux roumains.

d) De même les tribunaux roumains seront compétents pour juger les actions en garantie, à condition, bien entendu, qu'ils soient compétents pour juger l'action principale ; car l'action en garantie n'est que l'accessoire de l'action principale, et *accessorium sequitur principale*.

e) En matière de faillite, les tribunaux roumains auront compétence, que le failli ait ou non son domicile ou sa résidence en Roumanie ; cela, pour une raison d'ordre public.

f) Enfin, les tribunaux roumains seront compétents pour statuer sur la demande d'exécution d'un jugement rendu par un tribunal étranger et accorder l'exequatur.

Reste une dernière question. Ces tribunaux seront-ils toujours obligés de juger les étrangers, quand ils

sont saisis par eux ? En règle générale, aucun doute n'est possible. La compétence sera obligatoire. L'article 54 du Code de procédure civile dit : « Les tribunaux de district connaissent de *tous* les litiges entre Roumains ou étrangers, tant civils que ceux pour lesquels d'autres lois leur donnent compétence. » Par suite de cette disposition, combinée avec celle de l'article 11 du Code civil, si les tribunaux refusent de juger, ils se rendront coupables d'un déni de justice.

Toutefois lors de la discussion du Code de procédure au Sénat (1), le ministre de la Justice posa la question de savoir si les tribunaux roumains pourraient refuser de juger les étrangers. On peut croire que cette question n'était que le résultat d'un *lapsus linguæ*. Toutefois on pouvait déjà lui donner un sens en se référant au cas où l'attribution de compétence aux tribunaux roumains aurait pour conséquence de favoriser une fraude de l'un des étrangers contre l'autre. L'hypothèse néanmoins ne s'est pas encore présentée (2). Mais la question a été éclaircie par un article de M. Dissesco.

« Conformément à notre loi de droit public, à la loi d'organisation des juges de paix, aux dispositions du

1. *M. oficial*, n° 244, 30 janvier 1900. Annexe n° 28, p. 412, col. 1.

2. Tocilescu. *Cours de procédure civile*. Notes prises à la Faculté.

nouveau Code de procédure civile (art. 54) et à l'article 11 du Code civil, la juridiction tant gracieuse que contentieuse est reconnue aux tribunaux roumains, sauf les cas où les conventions internationales la limiteront... » (1)

Il résulte clairement de là que les cas où les tribunaux pourront se déclarer incompétents sont ceux où, par suite d'une convention conclue par le Roumain avec un autre pays, compétence est attribuée à certains tribunaux déterminés.

1. *Dreptul*, 1901, n° 39 (affaire Collaro).

CONCLUSION

Si, pour conclure, nous cherchons à apprécier la législation roumaine en notre matière nous pouvons reconnaître qu'elle est en avance sur plusieurs législations européennes et qu'elle a dépassé sur ce point la législation française qui lui avait cependant ici comme ailleurs servi de modèle.

Certes notre droit n'en est pas moins arrivé à cette parfaite égalité de l'étranger et du national au point de vue de la procédure qui semble aux meilleurs esprits la solution désirable (1). Mais les entraves mises à l'accès des tribunaux pour les étrangers sont, en Roumanie, moins nombreuses qu'en France. Notre pays a été un des premiers à consacrer l'abolition de la *cautio judicatum solvi* conformément à la convention de La Haye de 1896 ; notre législation a expressément consacré la compétence des tribunaux roumains entre étrangers, rompant ainsi d'une façon formelle son principe étroit et égoïste qui

1. Cf. Pillet. *Principes de droit international*, p. 237

réserve la justice aux nationaux, faisant un privilège national de ce qui doit être un grand devoir humain.

Il reste un dernier progrès à réaliser, l'abrogation de l'article 13 qui témoigne envers les juridictions étrangères d'une méfiance injustifiée, et le retour à la règle fondamentale de toute la procédure des peuples civilisés : « *Actor sequitur forum rei.* »

Si l'on ajoute à ces dispositions la règle posée par l'article 11 de notre Code civil donnant à l'étranger la jouissance des mêmes droits civils qu'aux Roumains, on voit qu'en Roumanie l'étranger est presque traité avec le national sur un pied d'égalité.

Dire des Roumains qu'ils sont xénophobes comme l'ont fait certains auteurs, c'est faire preuve d'une méconnaissance absolue de leur législation et de leurs mœurs ou de préjugés qui ne veulent point se laisser dissiper.

Ce n'est d'ailleurs pas d'aujourd'hui que la bienveillance de la Roumanie se manifeste avec les étrangers. Sans vouloir remonter plus haut, une charte de Duca Voéwod montre comment en 1679 on traitait les étrangers. Il est dit dans ce document :

1° Il faut appeler de Pologne, Hongrie et autres pays les étrangers ; qu'ils viennent, quel qu'en soit leur nombre ;

2° Ils seront exempts de tous les impôts pendant un an ;

3° Ils seront, quand ce sera nécessaire, jugés par le prince lui-même (1).

Autre document donné en 1845 par M. Gv. Stourdza Voéwod appelant de l'étranger cent familles pour les besoins d'un propriétaire. Autre fait : les Roumains ont été les premiers à mettre en application les vœux de la Conférence de La Haye, en supprimant, en 1900, la *cautio judicatum solvi*.

Aujourd'hui, il y a, en Roumanie, un mouvement xénophile très prononcé, permettant aux étrangers d'exploiter la richesse du sol roumain, facilitant l'entrée, dans le pays, des capitaux étrangers.

Si pendant un moment les relations avec la Grèce ont cessé d'être cordiales (rappelons-nous les fêtes données en Grèce à l'occasion de la visite des étudiants roumains) il ne faut pas s'en prendre au caractère roumain. Nous n'avons pas ici à discuter sur les procédés employés à l'égard des Grecs domiciliés en Roumanie ; il suffit de dire que le gouvernement a suffisamment prouvé qu'il était en bon droit de prendre des mesures de rigueur à l'égard de ceux qui troublaient l'ordre public par leur présence (2).

Espérons que le temps n'est pas éloigné où les Roumains et les Grecs renoueront leurs amicales relations d'autrefois.

1. Voir ce document dans Uricarul, t. VII, p. 227.

2. Voir une brochure très documentée par *Verax* (Paris, Imp. Jouve, 1906).

Il nous semble impossible de mieux conclure cette étude qu'en rappelant les mots par lesquels M. Weiss commence son ouvrage *L'Étranger et la Justice* :

« L'étranger a droit à la justice, en quelque lieu qu'il se trouve, en quelque lieu qu'il ait des intérêts à défendre ; il y a droit comme à la vie, comme à la lumière, comme à l'air qu'il respire, parce qu'il est homme ; il y a droit parce que son état, ses relations de famille, sa propriété, en un mot sa personne juridique tout entière se réduiraient sans cela à une formule théorique.

« Refuser à celui qui n'est pas membre de la cité l'accès et la protection des tribunaux, ce serait le livrer désarmé à toutes les entreprises et à toutes les embûches.....

« ...La justice n'a pas de patrie ; elle n'est ni française, ni étrangère ; elle est simplement et d'un seul mot *la justice*. »

Vu : le Président de la thèse,
A. WEISS

Vu : le Doyen,
Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Alexandresco* (D.). — Dreptul Civil Român. Tome I, 2^e édit.,
(Bucharest, 1906).
- Alexandresco* (G.). — Studii asupra Istoriei generale a dreptului (Focsani, 1905).
- Aubry et Rau*. — Droit civil français, VIII^e vol.
- Baudry et Fourcade*. — Traité de droit civil, 2^e édit. (Paris, 1902).
- Balcescu et Laurian*. — Magazinul istoric al Daciei (1846).
- Blaremborg*. — Essai comparé sur les institutions, les lois et les mœurs de la Roumanie.
- Boeresco*. — Etude sur la condition des étrangers d'après la législation roumaine.
- Bogdan* (I.). — Despre Cnezii Români.
— Originea Vowodatului la Români.
- Costaforu*. — Magazinul judecatoresc (1856).
- Codrescu*. — Uricarul, 1857 s.
- Chebapci*. — Tratat de procedura civila, 5 vol. (Bucharest, 1895-1898).
- Djuvara* (F.-G.). — Traité, conventions et arrangements internationaux de la Roumanie actuellement en vigueur (1888).
- Girard* (P.-F.). — Histoire de l'organisation judiciaire des Romains, t. I (Paris, 1901).

Hasdeu (B.-P.). — *Archiva Istorică Română* (1865-1873).

— *Juridictionea consulară în România* (1867, *Românul*, p. 1103).

— *Originea ideilor juridice la români*.

Laurian (F.). — *Droit civil international* (1880-1882).

Massé. — *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*, 3^e édit. (Paris, 1874).

Martens (F. de). — *Traité de droit international traduit en français par A. Leo* (Paris, 1883-1886).

Mitilineu. — *Tractatele și convențiunile României* (Bucharest, 1874).

Nacu (C.). — *Dreptul civil român*, 3 vol. (Bucharest, 1901-1903).

Onciu (D.). — *Originile Principatelor Române*.

— *Epocile Istoriei Române* (discours Académie de Bucharest, le 22 mars 1906).

Pillet (A.). — *Principes de droit international privé* (Paris, 1903).

Planiol (M.). — *Traité élémentaire de droit civil*, 3^e édit., Paris, 1903.

Stourdza et Colescu-Vartic (C.). — *Actes et documents relatifs à l'Histoire de la Régénération de la Roumanie*.

Surville et Arthuys. — *Cours élémentaire de droit international privé* (Paris, 1904).

Sendrea. — *Procedura civilă*.

Tocilescu (G.). — *Curs de Procedura Civilă* (notes prises à la Faculté de Droit de Bucharest pendant l'année 1901-1902).

Weiss (A.). — Traité théorique et pratique de droit international privé, t. V (Paris, 1905).

Xenopol (A.-D.). — Histoire des Roumains de la Dacie Trajane (Paris, 1896).

JURISPRUDENCE ROUMAINE

Publié dans les périodiques suivants :

<i>Dreptul</i>	1873	page	1
»	1874	»	2
»	1880	»	31
»	1881	»	30
»	1885	»	672
»	1889	»	211
»	1893	»	348
»	1893	»	489
»	1894	»	313, 562 et 223
»	1896	»	303
»	1901	»	318
»	1902	»	419 et 687
»	1903	»	65
»	1904	»	220
<i>Curierul Judiciar :</i>	1895	»	834
»	1896	»	346
»	1897	»	214
»	1899	»	364
»	1901	»	351
»	1904	»	19 et 533

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Histoire de la condition juridique des étrangers dans les pays roumains au point de vue de la pro- cédure.....	7
CHAPITRE I. — Période antérieure à la fondation des principautés roumaines.....	7
CHAPITRE II. — Période postérieure à la fondation des principautés jusqu'à la législation actuelle....	16

DEUXIÈME PARTIE

Compétence des Tribunaux roumains au regard des plaideurs étrangers d'après la législation actuelle.....	33
CHAPITRE I. — Roumain contre Etranger.....	35
Section I. — Qui peut invoquer l'article 13 ?.....	40

<i>Section II.</i> — A quelles personnes l'article 13 peut-il être opposé ?.....	43
<i>Section III.</i> — A quelles contestations s'applique l'article 13 ?.....	56
<i>Section IV.</i> — Effets de l'application de l'article 13.	61
<i>Section V.</i> — L'article 13 est-il d'ordre public ?...	65
CHAPITRE II. — Etranger contre Roumain.....	68
CHAPITRE III. — Etranger contre Etranger.....	75
CONCLUSION.....	91
BIBLIOGRAPHIE.....	93

